



**CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS**

## Compte / Rechnung

2012

Message du Conseil d'Etat  
Botschaft des Staatsrates



## Message concernant le compte de l'Etat du Valais pour l'année 2012

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais  
au  
Grand Conseil

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 27 et 28 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF), le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation les résultats du compte de l'Etat pour l'année 2012.

Nous transmettons dès lors à la Haute Assemblée l'ensemble des documents relatifs au compte de l'Etat pour l'année 2012 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, mars 2013

La Présidente du Conseil d'Etat :  
**Esther Waeber-Kalbermatten**  
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

## Botschaft betreffend die Rechnung des Staates Wallis für das Jahr 2012

Der Staatsrat des Kantons Wallis  
an den  
Grossen Rat

Sehr geehrte Frau Präsidentin  
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den Bestimmungen der Kantonsverfassung und den Artikeln 27 und 28 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) vom 24. Juni 1980 beehrt sich der Staatsrat, Ihnen das Ergebnis der Rechnung 2012 zur Prüfung und Genehmigung zu unterbreiten.

Der Staatsrat ersucht die Hohe Versammlung, die Rechnung 2012 zu genehmigen und entbietet Ihnen, sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete, den Ausdruck seiner vorzüglichen Hochachtung und empfiehlt Sie, samt ihm, dem Machtschutze Gottes.

Sitten, im März 2013

Die Präsidentin des Staatsrates :  
**Esther Waeber-Kalbermatten**  
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

## Table des matières

• Résumé	3
• Structure du compte 2012	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte des investissements	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Bilan	8
Indicateurs	9
Classification fonctionnelle	10
• Contexte	11
Economie mondiale	11
Economie suisse	11
Economie valaisanne	12
Finances publiques suisses	13
• Etablissement du compte : lignes directrices	14
• Données financières	15
Charges d'exploitation	17
Revenus d'exploitation	22
Charges et revenus financiers	26
Charges et revenus extraordinaires	27
Compte des investissements	29
Bilan	32
Actifs	32
Passifs	33
Annexe au bilan	34
• Projet de décision	35
• Annexes	36

## Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung der Rechnung 2012	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen	7
Bilanz	8
Kennzahlen	9
Funktionale Gliederung	10
• Umfeld	11
Weltwirtschaft	11
Schweizer Wirtschaft	11
Walliser Wirtschaft	12
Öffentliche Finanzen der Schweiz	13
• Leitlinien für die Rechnungserstellung	14
• Finanzdaten	15
Betrieblicher Aufwand	17
Betrieblicher Ertrag	22
Finanzaufwand und -ertrag	26
Ausserordentliche Aufwände und Erträge	27
Investitionsrechnung	29
Bilanz	32
Aktiven	32
Passiven	33
Anhang zur Jahresrechnung	34
• Beschlussentwurf	35
• Anhänge	36

## Résumé

Le compte 2012 présente des résultats positifs avec un excédent de revenus de 1,1 mio et un excédent de financement de 0,9 mio, et respecte ainsi les exigences constitutionnelles et légales du frein aux dépenses et à l'endettement.

Malgré l'essoufflement de la conjoncture mondiale, marquée par de nombreuses incertitudes, l'économie suisse s'est montrée résistante tout au long de l'année 2012. Cette robustesse fut notamment soutenue par la BNS dans ses actions de stabilisation de la monnaie nationale. Globalement, l'économie valaisanne aura vécu deux premiers trimestres fragiles, caractérisés notamment par un recul des exportations (y c. du tourisme) et du domaine de la construction, avant de rebondir et d'afficher des taux de croissance encourageants en fin d'année.

Le compte 2012 comprend les dispositions de la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPTII-VS) décidées par le Grand Conseil en session de septembre 2011. Pour rappel, ce projet de réforme institutionnelle d'envergure comprenait 9 nouvelles lois ainsi que 21 modifications partielles de lois, dont notamment :

- la suppression de la composante péréquative pour l'ensemble des subventions ;
- l'introduction de nouveaux instruments de la péréquation financière intercommunale ;
- l'harmonisation des taux de subventionnement dans les principaux domaines d'intervention des institutions publiques valaisannes, à l'exception des secteurs de la santé et du social, étant donné le référendum déposé sur le financement des soins de longue durée.

D'autres éléments caractérisent de manière significative ce compte 2012, à savoir notamment :

- la dotation initiale de 300 mios au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle ;
- le passage à la primauté des cotisations CPVAL ;
- la cantonalisation du personnel enseignant de la scolarité obligatoire ;
- le nouveau mode de financement des soins hospitaliers ;
- la transformation de la Castalie en institution autonome de droit public ;
- la nouvelle convention entre la BNS et le Département fédéral des finances portant sur la distribution des bénéfices ;
- le recul de la péréquation intercantonale par rapport au compte 2011 ;
- le recul des impôts par rapport au budget 2012 et au compte 2011 ;
- le maintien de l'échelle salariale au niveau 2011, au vu de l'évolution de l'indice de référence – un coût de renchérissement de 0,9% avait été prévu au budget 2012.

## Zusammenfassung

Die Rechnung 2012 schliesst positiv mit einem Ertragsüberschuss von 1,1 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 0,9 Mio. ab. Die verfassungs- und gesetzmässigen Anforderungen bezüglich der Ausgaben- und Schuldenbremse werden somit erfüllt.

Trotz der abflauenden weltwirtschaftlichen Konjunktur und den zahlreichen damit verbundenen Unsicherheiten erwies sich die Schweizer Wirtschaft während des ganzen Jahres 2012 als robust, vor allem auch durch die Massnahmen der SNB zur Stabilisierung des Frankens. Die Walliser Wirtschaft erlebte zunächst zwei schwächere Quartale, in denen die Exporte (einschliesslich Tourismus) und die Bautätigkeit zurückgingen. Gegen Ende des Jahres wurden wieder erfreulichere Wachstumsraten erreicht.

Die Rechnung 2012 berücksichtigt die Bestimmungen zur neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS), die vom Grossen Rat in der Septembersession 2011 verabschiedet wurden. Dieses umfangreiche institutionelle Reformprojekt NFA II-VS umfasste 9 neue und 21 teilrevidierte Gesetze mit folgenden Änderungen :

- Abschaffung der Ausgleichskomponente bei allen Subventionen ;
- Einführung von neuen Instrumenten für den interkommunalen Finanzausgleich ;
- Harmonisierung der Subventionierungssätze in den wichtigsten Wirkungsbereichen der öffentlichen Walliser Institutionen, mit Ausnahme des Gesundheits- und Sozialwesens aufgrund des Referendums zur Finanzierung der Langzeitpflege.

Ausserdem haben auch folgende Elemente die Rechnung 2012 stark geprägt :

- Die Ersteinlage von 300 Mio. Franken in den Spezialfinanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts ;
- Übergang zum Beitragsprimat bei der PKWAL ;
- Kantonalisierung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen ;
- neue Spitalpflegefinanzierung ;
- Umwandlung von « La Castalie » in eine selbständige öffentlich-rechtliche Institution ;
- neue Vereinbarung zwischen der Schweizerischen Nationalbank (SNB) und dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) bezüglich der Ausschüttung der SNB-Gewinne ;
- Rückgang der Mittel aus dem interkantonalen Finanzausgleich gegenüber der Rechnung 2011 ;
- Rückgang der Steuereinnahmen gegenüber dem Budget 2012 und der Rechnung 2011 ;
- Beibehaltung der Lohntabelle auf Vorjahresniveau angesichts der Entwicklung des Referenzindex (im Budget 2012 wurde noch von einer Teuerung von 0,9% ausgegangen).

Le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash-flow) de 182,0 mios, permettant de couvrir l'ensemble des investissements nets d'un montant de 181,1 mios pour 503,2 mios de dépenses d'investissements brutes.

## Structure du compte 2012

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le compte, soumis à l'approbation du Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume 1) et le compte administratif (volume 2).

### Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil (art. 27 de la LGCAF).

Y sont présentés et commentés le contexte économique de l'année écoulée, les principes et méthodes comptables utilisés, les principaux résultats (compte de fonctionnement et compte des investissements) et statistiques financières, ainsi que le projet de décision.

### Le compte administratif

Pour ce qui est de sa structure et de son contenu, le compte de l'Etat est soumis aux mêmes principes que ceux applicables au budget. Y sont donc présentés les éléments suivants :

- un aperçu général des résultats, des charges et revenus du compte de fonctionnement, des recettes et dépenses du compte des investissements ;
- la classification fonctionnelle des dépenses ;
- la mention des crédits supplémentaires ;
- le bilan de l'Etat au 31 décembre 2012 ;
- la situation des prêts et participations du patrimoine administratif, des titres et participations permanentes, des dettes à moyen et long terme, des financements spéciaux et préfinancements des dépenses ;
- un tableau des cautionnements et des garanties fournis par l'Etat ;
- la situation au 31 décembre 2012 des fonds spéciaux gérés, en particulier le fonds cantonal pour l'emploi ;
- un tableau synoptique des crédits d'engagements ;
- les rapports de controlling.

Les rapports de controlling sont présentés et commentés par unité organisationnelle et constituent un état des lieux de la mise en œuvre des mandats de prestations politiques approuvés dans le cadre du budget par le Grand Conseil.

Die Laufende Rechnung weist eine Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) von 182,0 Mio. Franken aus, was eine Deckung der gesamten Nettoinvestitionen in der Höhe von 181,1 Mio. erlaubt (503,2 Mio. brutto).

## Gliederung der Rechnung 2012

Entsprechend den geltenden gesetzlichen Vorschriften umfasst die Rechnung, die dem Grossen Rat vorgelegt wird, die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

### Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet (Art. 27 FHG).

In der vorliegenden Botschaft werden folgende Punkte präsentiert und kommentiert : die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen des vergangenen Jahres, die angewandten Buchhaltungsgrundsätze und -methoden, die wichtigsten Finanzergebnisse (Laufende Rechnung und Investitionsrechnung), Finanzstatistiken und der Beschlussentwurf.

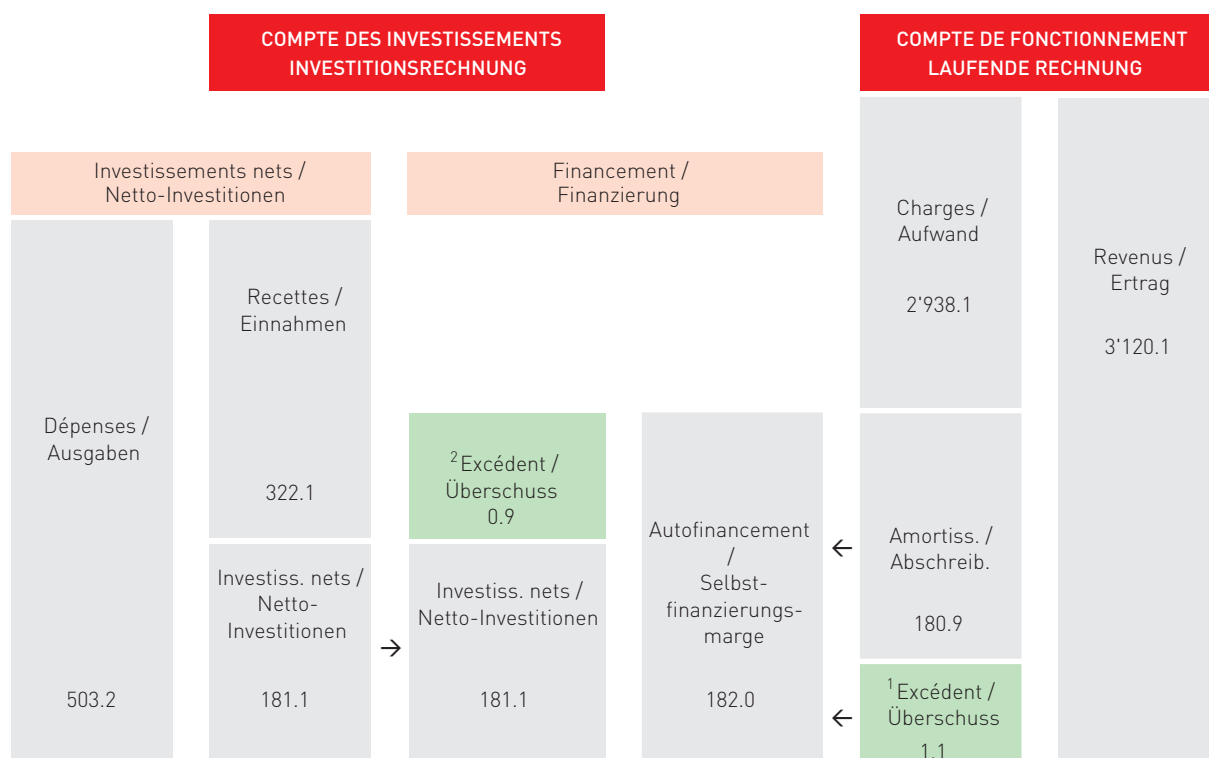
### Verwaltungsrechnung

Die Rechnung unterliegt bezüglich Aufbau und Inhalt denselben Richtlinien wie das Budget und beinhaltet folgende Elemente :

- eine Übersicht der Erträge und Aufwände der Laufenden Rechnung sowie der Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung ;
- die funktionelle Gliederung der Ausgaben ;
- die Nachtragskredite ;
- die Bilanz per 31. Dezember 2012 ;
- die Situation der Darlehen und Beteiligungen des Verwaltungsvermögens, der Wertschriften und dauernden Beteiligungen, der mittel- und langfristigen Schulden sowie der Spezial- und Vorfinanzierungen ;
- eine Übersicht der Bürgschaften und Garantien des Staates ;
- die Situation per 31. Dezember 2012 der Spezialfonds, insbesondere des kantonalen Beschäftigungsfonds ;
- eine Übersicht der Verpflichtungskredite ;
- die Controllingberichte.

Die Controllingberichte werden nach Organisationseinheiten gegliedert präsentiert und kommentiert. Sie geben Aufschluss über die Umsetzung der politischen Leistungsaufträge, die vom Grossen Rat im Rahmen der Budgetberatung genehmigt wurden.

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Compte de fonctionnement</b>					<b>Laufende Rechnung</b>
Revenus	3'052.7	3'048.1	3'120.1	72.0	Ertrag
Crédits supplémentaires		3.4			Nachtragskredite
Revenus selon budget initial		3'044.7			Erträge gemäss ursprünglichem Budget
Charges	3'045.7	3'054.6	3'118.9	64.4	Aufwand
Crédits supplémentaires		12.5			Nachtragskredite
Charges selon budget initial		3'042.0			Aufwände gemäss ursprünglichem Budget
<b>Excédent de revenus</b>	<b>6.9</b>	<b>-6.4</b>	<b>1.1</b>	<b>7.6</b>	<b>Ertragsüberschuss</b>
<b>Compte des investissements</b>					<b>Investitionsrechnung</b>
Dépenses	532.2	543.1	503.2	-39.9	Ausgaben
Crédits supplémentaires		2.2			Nachtragskredite
Dépenses selon budget initial		540.9			Ausgaben gemäss ursprünglichem Budget
Recettes	304.1	359.2	322.1	-37.1	Einnahmen
Crédits supplémentaires		1.0			Nachtragskredite
Recettes selon budget initial		358.2			Einnahmen gemäss ursprünglichem Budget
<b>Investissements nets</b>	<b>228.0</b>	<b>183.9</b>	<b>181.1</b>	<b>-2.8</b>	<b>Netto-Investitionen</b>
<b>Financement</b>					<b>Finanzierung</b>
Résultat du compte de fonctionnement	6.9	-6.4	1.1	7.6	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	261.8	182.1	180.9	-1.2	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
<b>Marge d'autofinancement</b>	<b>268.7</b>	<b>175.6</b>	<b>182.0</b>	<b>6.4</b>	<b>Selbstfinanzierungsmarge</b>
Investissements nets	228.0	183.9	181.1	-2.8	Netto-Investitionen
<b>Excédent de financement</b>	<b>40.7</b>	<b>-8.2</b>	<b>0.9</b>	<b>9.1</b>	<b>Finanzierungsüberschuss</b>
<b>Degré d'autofinancement</b>	<b>117.8%</b>	<b>95.5%</b>	<b>100.5%</b>	<b>5.0%</b>	<b>Selbstfinanzierungsgrad</b>



<sup>1</sup> Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses  
<sup>2</sup> Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

<sup>1</sup> KV, Art. 25; Ausgabenbremse  
<sup>2</sup> KV, Art. 25; Schuldenbremse

## Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat  
sans les imputations internes

## Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation  
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>2'651.0</b>	<b>2'847.1</b>	<b>2'880.8</b>	<b>33.8</b>	<b>Betrieblicher Aufwand</b>
30 Charges de personnel	641.9	967.5	950.1	-17.4	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	214.7	230.4	231.9	1.4	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	18.3	16.3	24.7	8.4	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	143.7	157.4	142.7	-14.6	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	71.0	96.6	101.2	4.7	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
35 Dédommag. à des collectivités publ.	93.4	94.5	92.7	-1.8	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'280.4	1'126.0	1'163.6	37.6	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	117.5	120.5	123.5	3.0	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. <sup>1</sup>	70.1	38.0	50.4	12.4	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Revenus d'exploitation</b>	<b>2'845.5</b>	<b>2'840.5</b>	<b>2'890.1</b>	<b>49.7</b>	<b>Betrieblicher Ertrag</b>
40 Impôts	1'238.7	1'233.0	1'210.7	-22.3	40 Steuern
41 Patentes, concessions	107.2	40.5	69.9	29.4	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	224.3	193.6	199.8	6.2	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	692.6	685.6	680.5	-5.1	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	124.5	106.6	127.7	21.1	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	323.7	442.1	449.4	7.4	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	117.5	120.5	123.5	3.0	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements financements spéc. <sup>1</sup>	16.9	18.6	28.6	10.0	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Résultat d'activités d'exploitation</b>	<b>194.5</b>	<b>-6.6</b>	<b>9.3</b>	<b>15.9</b>	<b>Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit</b>
<b>Charges financières</b>					<b>Finanzaufwand</b>
32 Intérêts passifs	20.2	36.6	36.4	-0.2	32 Passivzinsen
<b>Revenus financiers</b>					<b>Finanzertrag</b>
42 Revenus des biens	40.3	51.5	58.5	7.0	42 Vermögenserträge
<b>Résultat d'activités de financement</b>	<b>20.1</b>	<b>14.9</b>	<b>22.1</b>	<b>7.2</b>	<b>Ergebnis aus Finanzierung</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>214.6</b>	<b>8.3</b>	<b>31.4</b>	<b>23.1</b>	<b>Operatives Ergebnis</b>
<b>Charges extraordinaires</b>	<b>240.2</b>	<b>24.7</b>	<b>60.4</b>	<b>35.7</b>	<b>Ausserordentliche Aufwände</b>
33 Amortiss. du patrimoine administratif	118.1	24.7	38.2	13.4	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
36 Subventions accordées	16.5	-	0.4	0.4	36 Eigene Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. <sup>1</sup>	79.0	-	5.0	5.0	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
38 Attributions préfinancement des dépenses <sup>2</sup>	26.6	-	16.8	16.8	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanzierungen <sup>2</sup>
<b>Revenus extraordinaires</b>	<b>32.5</b>	<b>10.0</b>	<b>30.1</b>	<b>20.1</b>	<b>Ausserordentliche Erträge</b>
46 Subventions acquises	11.4	-	0.8	0.8	46 Beiträge für die eigene Rechnung
48 Prélèvements financements spéciaux <sup>1</sup>	-	10.0	10.1	0.1	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
48 Prélèvements préfinancements des inv. <sup>2</sup>	21.1	-	19.3	19.3	48 Entnahmen Vorfinanzierung von Investitionen <sup>2</sup>
<b>Résultat extraordinaire</b>	<b>-207.7</b>	<b>-14.7</b>	<b>-30.2</b>	<b>-15.5</b>	<b>Ausserordentliches Ergebnis</b>
<b>Total du compte de résultat</b>	<b>6.9</b>	<b>-6.4</b>	<b>1.1</b>	<b>7.6</b>	<b>Gesamtergebnis Erfolgsrechnung</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>2</sup> LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

<sup>2</sup> FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4



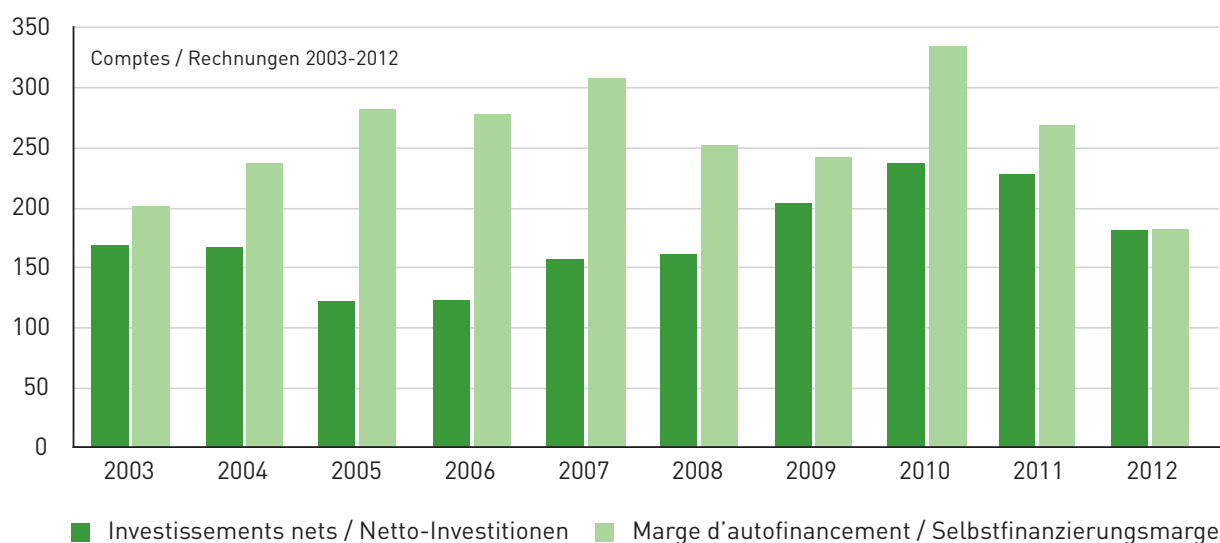
## Compte des investissements

## Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Investissements nets par catégorie</b>	<b>228.0</b>	<b>183.9</b>	<b>181.1</b>	<b>-2.8</b>	<b>Netto-Investitionen pro Kategorie</b>
Investissements de l'Etat	108.1	99.1	96.1	-3.1	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	113.2	80.9	81.8	0.9	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	6.7	3.8	3.3	-0.5	Darlehen und dauernde Beteiligungen
<b>Dépenses</b>	<b>532.2</b>	<b>543.1</b>	<b>503.2</b>	<b>-39.9</b>	<b>Ausgaben</b>
50 Investissements propres	307.7	364.9	314.0	-50.8	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	51.2	45.3	44.8	-0.6	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	149.5	114.6	120.2	5.6	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.8	18.3	24.2	5.9	57 Durchlaufende Beiträge
<b>Recettes</b>	<b>304.1</b>	<b>359.2</b>	<b>322.1</b>	<b>-37.1</b>	<b>Einnahmen</b>
60 Transferts au patrimoine financier	0.4	-	0.6	0.6	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	44.5	41.5	41.5	-0.0	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.4	0.2	0.6	0.5	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	235.0	299.3	255.2	-44.1	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.8	18.3	24.2	5.9	67 Durchlaufende Beiträge
<b>Investissements nets</b>	<b>228.0</b>	<b>183.9</b>	<b>181.1</b>	<b>-2.8</b>	<b>Netto-Investitionen</b>

## Marge d'autofinancement et investissements nets

## Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen



## Bilan

## Bilanz

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2011	31.12.2012	VARIATION VERÄNDERUNG 2011-2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Actifs</b>				<b>Aktiven</b>
<b>Patrimoine financier</b>	<b>1'682.4</b>	<b>1'670.1</b>	<b>-12.4</b>	<b>Finanzvermögen</b>
Disponibilités	55.8	49.4	-6.4	Flüssige Mittel
Avoirs	930.5	887.9	-42.6	Guthaben
Placements	24.1	27.4	3.3	Anlagen
Actifs transitoires	672.1	705.4	33.2	Transitorische Aktiven
<b>Patrimoine administratif</b>	<b>1'195.6</b>	<b>1'195.8</b>	<b>0.2</b>	<b>Verwaltungsvermögen</b>
Investissements propres	596.4	609.5	13.1	Eigene Investitionen
Prêts et participations	492.4	469.2	-23.2	Darlehen und Beteiligungen
Subventions d'investissements	106.8	117.1	10.3	Investitionsbeiträge
<b>Avances aux financements spéciaux</b>	<b>445.5</b>	<b>0.8</b>	<b>-444.7</b>	<b>Vorschüsse für Spezialfinanzierungen</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>3'323.6</b>	<b>2'866.7</b>	<b>-456.9</b>	<b>Total der Aktiven</b>
<b>Passifs</b>				<b>Passiven</b>
<b>Engagements</b>	<b>1'602.2</b>	<b>2'140.5</b>	<b>538.3</b>	<b>Verpflichtungen</b>
Engagements courants	667.0	721.2	54.2	Laufende Verpflichtungen
Dettes à court terme	131.5	103.4	-28.2	Kurzfristige Schulden
Dettes à moyen et long terme	460.6	990.2	529.6	Mittel- und langfristige Schulden
Eng. envers des entités particulières	20.5	23.1	2.6	Verpflichtungen für Sonderrechnungen
Provisions	40.3	44.1	3.7	Rückstellungen
Passifs transitoires	282.1	258.6	-23.5	Transitorische Passiven
<b>Engagements envers les fin. spéciaux</b>	<b>337.6</b>	<b>651.6</b>	<b>314.0</b>	<b>Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen</b>
<b>Fortune</b>	<b>1'383.7</b>	<b>74.6</b>	<b>-1'309.1</b>	<b>Eigenkapital</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>3'323.6</b>	<b>2'866.7</b>	<b>-456.9</b>	<b>Total der Passiven</b>

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2003	COMPTE RECHNUNG 2010	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Compte de fonctionnement</b>						<b>Laufende Rechnung</b>
Excédent de revenus <sup>1</sup>	-10.1	72.1	6.9	-6.4	1.1	Ertragsüberschuss <sup>1</sup>
<b>Compte des investissements</b>						<b>Investitionsrechnung</b>
Investissements bruts	464.8	551.7	532.2	543.1	503.2	Brutto-Investitionen
Investissements nets	168.9	237.1	228.0	183.9	181.1	Netto-Investitionen
Proportion des investissements <sup>2</sup>	21.7%	20.0%	17.9 %	17.5%	16.2%	Investitionsanteil <sup>2</sup>
Activités d'investissement	forte	forte	moyenne	moyenne	moyenne	Investitionstätigkeit
	stark	stark	mittel	mittel	mittel	
<b>Compte de financement</b>						<b>Finanzierung</b>
Marge d'autofinancement	201.2	334.8	268.7	175.6	182.0	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent de financement <sup>3</sup>	32.3	97.6	40.7	-8.2	0.9	Finanzierungsüberschuss <sup>3</sup>
Degré d'autofinancement	119.1%	141.2%	117.8%	95.5%	100.5%	Selbstfinanzierungsgrad
<b>Evolution des recettes fiscales</b>	<b>847.2</b>	<b>1'145.9</b>	<b>1'238.7</b>	<b>1'233.0</b>	<b>1'210.7</b>	<b>Entwicklung der Steuererträge</b>
Impôts sur le revenu et la fortune	561.2	739.4	773.9	818.0	772.4	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	87.7	137.5	147.0	133.7	135.2	Ertrags- und Kapitalsteuern
Autres impôts	198.4	268.9	317.7	281.2	303.1	Andere Steuern
<b>Endettement brut</b>	<b>2'742.5</b>	<b>1'907.2</b>	<b>1'939.8</b>	<b>2'427.2</b>	<b>2'792.1</b>	<b>Bruttoverschuldung</b>
<b>Endettement net</b>	<b>1'542.4</b>	<b>-147.4</b>	<b>-188.1</b>	<b>892.1</b>	<b>1'121.3</b>	<b>Nettoverschuldung</b>
<b>Dettes brute et nette par habitant</b>						<b>Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner</b>
Dettes brute (en francs)	9'623	6'205	6'204	7'896	8'807	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	5'412	-480	-602	2'902	3'537	Nettoschuld (in Franken)
<b>Eléments macro-économiques VS</b>						<b>Wallis - Makroökonomie</b>
Evolution du PIB réel <sup>4</sup>	-0.3%	2.8%	1.6%	1.2%	1.8%	Entwicklung des realen BIP <sup>4</sup>
Taux de chômage moyen <sup>5</sup>	3.4%	4.3%	3.8%	3.8%	3.5%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote <sup>5</sup>
<b>Eléments macro-économiques CH</b>						<b>Schweiz - Makroökonomie</b>
Evolution du PIB réel <sup>5</sup>	0.0%	3.0%	1.9%	1.5%	1.0%	Entwicklung des realen BIP <sup>5</sup>
Taux de chômage moyen <sup>5</sup>	3.7%	3.9%	3.1%	3.3%	2.9%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote <sup>5</sup>
Rencherissement moyen <sup>5</sup>	0.6%	0.7%	0.2%	0.7%	-0.7%	Durchschnittliche Teuerung <sup>5</sup>

<sup>1</sup> Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus (dès 2005)

<sup>2</sup> Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

<sup>3</sup> Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement (dès 2005)

<sup>4</sup> Source : Créa

<sup>5</sup> Sources : OFS, SICT et SECO (dès 2012, base 2010)

<sup>1</sup> Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss (ab 2005)

<sup>2</sup> Brutto-Investitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

<sup>3</sup> Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss (ab 2005)

<sup>4</sup> Quelle : Créa

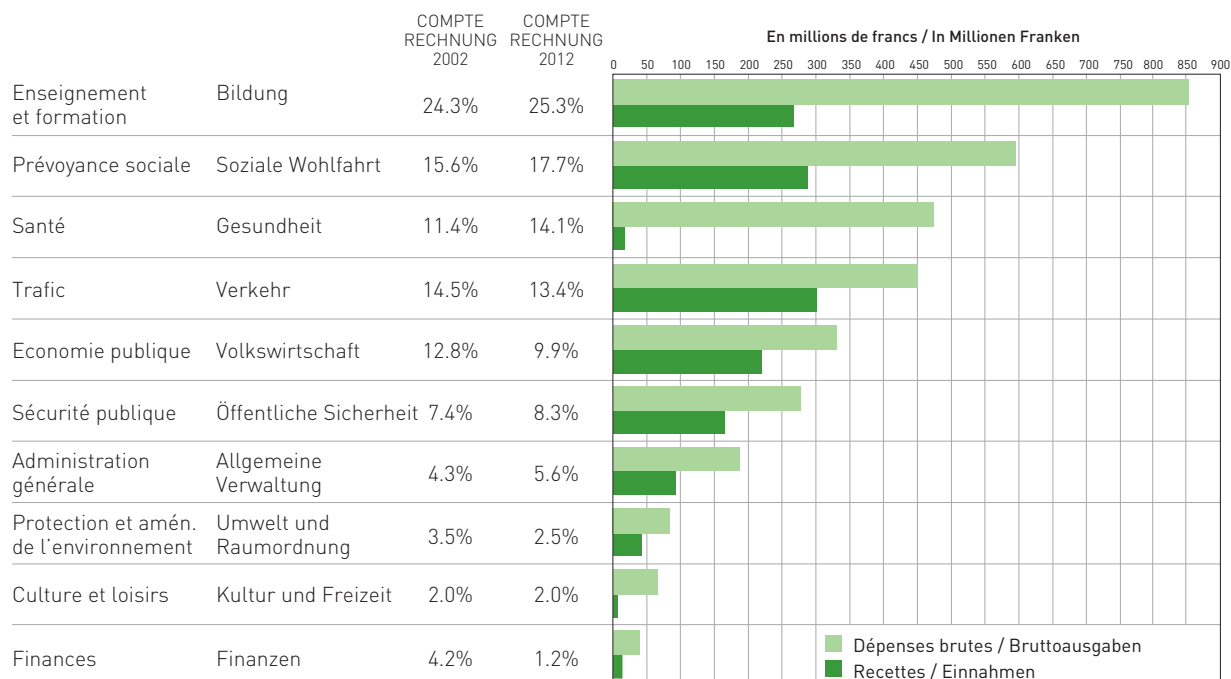
<sup>5</sup> Quellen : BFS, DIHA und SECO (ab 2012, basierend auf 2010).

## Classification fonctionnelle

## Funktionale Gliederung

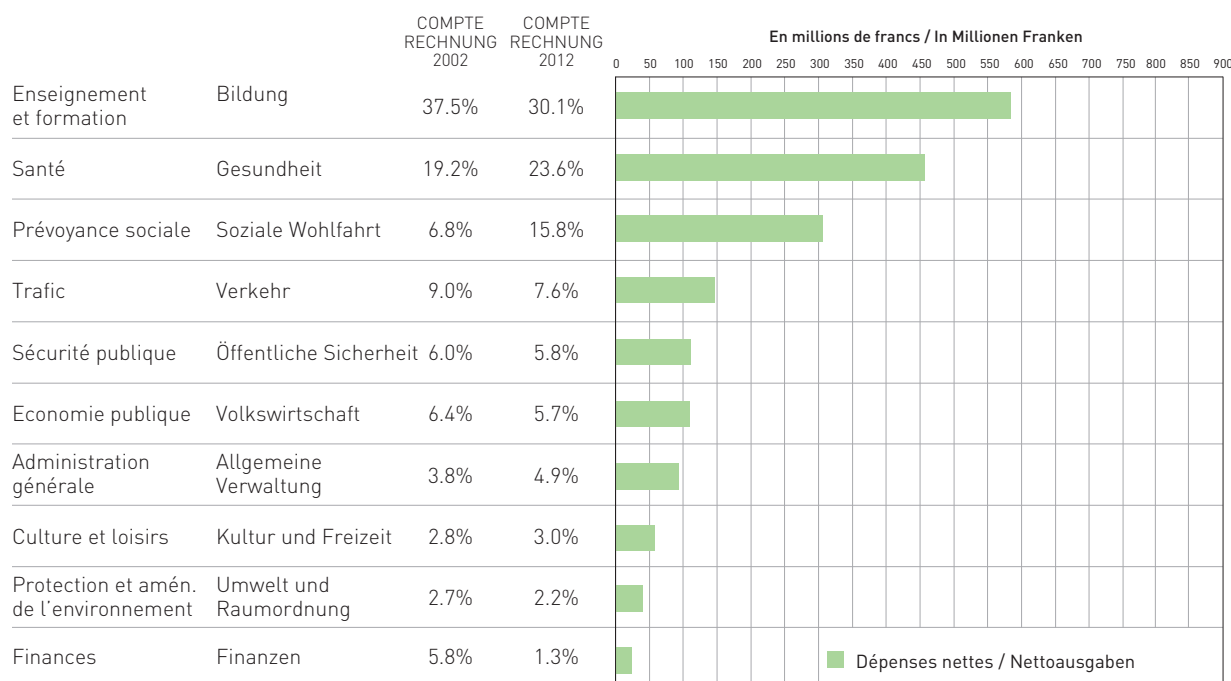
### Dépenses brutes et recettes

### Bruttoausgaben und Einnahmen



### Dépenses nettes

### Nettoausgaben



## Contexte

Le compte 2012 s'inscrit dans le contexte économique ci-après.

### Economie mondiale

L'économie mondiale, et plus particulièrement européenne, a vécu une année 2012 marquée par de nombreuses incertitudes (évolution de la crise de l'endettement et de la crise de confiance dans la zone euro, réformes et mesures d'austérité dans les pays du sud de l'Europe, « fiscal cliff » aux Etats-Unis, etc).

Néanmoins, grâce notamment à l'intention de racheter des dettes d'Etats en difficulté, annoncée en septembre par la Banque centrale européenne (BCE), et aux prémices de la création d'une union bancaire, la situation s'est quelque peu détendue dans la zone euro en fin d'année. Le climat économique reste en revanche incertain aux Etats-Unis, aucune solution durable n'ayant été définie à fin 2012 pour faire face à la « falaise fiscale » et ses conséquences sur l'économie américaine.

Selon les estimations d'hiver 2012/2013 du Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF Zurich (KOF), l'évolution du PIB de l'Union Européenne considérée dans son ensemble devrait avoisiner -0,2% en 2012 (en termes réels). Selon ces mêmes prévisions, la production des pays de l'OCDE devrait globalement afficher une croissance annuelle de 1,3%, grâce notamment à l'évolution favorable du PIB des Etats-Unis (+2,2%), soutenu par l'assouplissement persistant de la politique monétaire américaine.

Miné par les faibles croissances, le marché de l'emploi dans les Etats européens dits « périphériques » notamment a continué de se détériorer en 2012, les taux de chômage atteignant des niveaux records. Selon Eurostat, ce dernier, corrigé des variations saisonnières, a atteint 11,7% en décembre 2012 pour l'ensemble de la zone euro, contre 10,7% un an plus tôt. Cette situation préoccupante a par ailleurs provoqué d'importantes tensions sociales dans les pays les plus touchés.

### Economie suisse

En intervenant activement sur le marché des changes depuis septembre 2011 (fixation d'un taux plancher à 1,20 CHF pour 1 EUR), la Banque nationale suisse (BNS) a permis de stabiliser l'économie suisse, laquelle s'est montrée résistante tout au long de l'année 2012 et ce, malgré un contexte international défavorable.

En dépit d'une contraction au 2<sup>e</sup> trimestre 2012 annoncée par le SECO dans ses estimations trimestrielles, la production suisse a progressé sur l'ensemble de l'année 2012 et devrait afficher, selon les estimations du SECO communiquées le 28 février 2013, une croissance annuelle d'environ 1,0%. Les chiffres officiels seront publiés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) au courant de l'été 2013. Les principaux moteurs de cette évolution plutôt positive, notamment en comparaison internationale, ont été la consommation privée et publique

## Umfeld

Die Rechnung 2012 ist in Zusammenhang mit folgenden wirtschaftlichen Rahmenbedingungen zu sehen.

### Weltwirtschaft

Das Jahr 2012 war für die Weltwirtschaft, insbesondere für die europäische Wirtschaft, mit zahlreichen Unwägbarkeiten behaftet (Schulden- und Vertrauenskrise in der Eurozone, Reformen und Sparmassnahmen in den südeuropäischen Ländern, Fiskalklippe in den USA usw.).

Gegen Ende des Jahres entspannte sich die Situation in der Eurozone etwas, insbesondere dank der im September von der Europäischen Zentralbank (EZB) angekündigten Absicht, Staatsanleihen von Krisenländern zurückzukaufen und angesichts erster Anzeichen zur Schaffung einer Bankenunion. Die USA blickten Ende 2012 hingegen weiterhin in eine ungewisse wirtschaftliche Zukunft, da immer noch keine Lösung für die Überwindung der Fiskalklippe auf dem Tisch lag und die Folgen für die amerikanische Wirtschaft somit nicht absehbar waren.

Gemäss der Winterprognose 2012/2013 der Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich (KOF) dürfte die Veränderung des BIP 2012 der Europäischen Union gegenüber dem Vorjahr -0,2% betragen (real). Laut derselben Prognose sollte die Produktion der OECD-Länder insgesamt ein Jahreswachstum von 1,3% aufweisen, insbesondere dank der günstigen Entwicklung des BIP der USA (+2,2%), unterstützt von der weiterhin gelockerten amerikanischen Geldpolitik.

Die schwachen Wachstumsraten führten besonders in den peripheren EU-Ländern zu einer weiteren Verschlechterung im 2012 der Situation auf dem Arbeitsmarkt, was die Arbeitslosenquote auf Rekordwerte trieb. Gemäss Eurostat lag die saisonbereinigte Arbeitslosenquote des gesamten Euroraums im Dezember 2012 bei 11,7% (Vorjahr: 10,7%). Dies hatte in den Ländern, die am meisten von dieser besorgniserregenden Situation betroffen sind, auch soziale Spannungen zur Folge.

### Schweizer Wirtschaft

Die Schweizerische Nationalbank (SNB) konnte mit ihren seit September 2011 ergriffenen aktiven Massnahmen auf dem Devisenmarkt (Mindestkurs von CHF 1,20 für EUR 1) die Schweizer Wirtschaft stabilisieren. Diese zeigte sich ungeachtet des schwierigen internationalen Umfelds während des ganzen Jahres 2012 robust.

Trotz des Rückgangs im 2. Quartal 2012, der in den SECO-Quartalsschätzungen angekündigt worden war, verzeichnete das Bruttoinlandsprodukt über das gesamte Jahr 2012 gesehen ein Wachstum, welches gemäss Schätzung des SECO vom 28. Februar 2013 bei rund 1,0% liegen dürfte. Das Bundesamt für Statistik (BFS) wird die offiziellen Zahlen im Verlaufe des Sommers 2013 veröffentlichen. Hauptgründe für diese gerade im internationalen Vergleich positive Entwicklung waren der private und der öffentliche Konsum.

auxquelles se sont opposées les exportations, n'augmentant que faiblement sur l'ensemble de l'année. Le PIB réel de la Suisse a affiché, selon les estimations trimestrielles du SECO, une progression de l'ordre de 0,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, de -0,1% au 2<sup>e</sup> trimestre, de 0,6% au 3<sup>e</sup> trimestre et enfin, de 0,2% au dernier trimestre.

La bonne résistance de l'économie suisse se traduit également par un marché de l'emploi robuste. Selon le KOF, 62'400 nouveaux postes ont en effet été créés en 2012, et le taux de chômage s'est établi à 2,9% sur l'ensemble de l'année, en augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2011. Les chiffres de l'emploi apportent une nouvelle illustration de la robustesse et de la stabilité de l'économie suisse en comparaison internationale.

Enfin, pour ce qui concerne l'inflation, la cherté du franc suisse couplée à une conjoncture mondiale défavorable ont contribué à l'évolution à la baisse de l'indice des prix à la consommation en Suisse. Sur l'ensemble de l'année 2012, le renchérissement moyen par rapport à 2011 a atteint -0,7% en Suisse, rassurant par là-même les craintes de pressions inflationnistes liées aux achats massifs de devises étrangères opérés par la BNS.

#### **Economie valaisanne**

La détérioration de l'économie valaisanne entamée au dernier trimestre 2011 s'est poursuivie durant la première moitié de l'année 2012. En effet, selon l'indicateur économique de la Banque Cantonale du Valais (BCVs), le PIB valaisan a évolué en baisse de 0,7% et de 0,8% au cours des deux premiers trimestres 2012. Ce fléchissement conjoncturel s'explique notamment par la faiblesse des exportations et du tourisme, affectés par la force du franc suisse, ainsi que par le recul observé dans le domaine de la construction, pourtant considéré comme stabilisateur de l'économie valaisanne en 2011.

Les signaux positifs du secteur de la construction, observés dès le 3<sup>e</sup> trimestre 2012, ainsi que les données encourageantes des exportations constatées en fin d'année (à l'instar du tourisme), ont permis à l'économie valaisanne de renouer avec la croissance durant les six derniers mois de l'année 2012. En effet, le PIB cantonal a progressé de 0,7% et 0,6% aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres de l'année écoulée.

Globalement, les branches d'activités liées au tourisme ont vécu une année 2012 difficile, les nuitées hôtelières enregistrant une baisse de 2,2% entre 2011 et 2012, contre une baisse de 4,4% un an plus tôt. Ce constat est similaire à l'ensemble des régions du pays. Mais il aurait pu être encore plus alarmant sans le rebond des nuitées observé en décembre (+3,5% par rapport à décembre 2011). Cette récente inversion de tendance laisse entrevoir des perspectives quelque peu meilleures pour 2013.

Sur l'ensemble de l'année 2012, le taux de chômage valaisan s'est situé en moyenne à 3,5%, en légère hausse par rapport aux valeurs de 2011 (3,2%). De par sa structure économique, le Valais a connu comme à

Die Exporte nahmen über das ganze Jahr gesehen hingegen nur leicht zu. Das reale BIP der Schweiz wuchs gemäss den Quartalsschätzungen des SECO um 0,7% im 1. Quartal 2012, um -0,1% im 2. Quartal, um 0,6% im 3. Quartal und um 0,2% im 4. Quartal.

Die Widerstandsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft zeigt sich auch im Arbeitsmarkt. Im Jahr 2012 wurden gemäss KOF 62'400 neue Stellen geschaffen und die Arbeitslosenquote lag über das ganze Jahr gesehen bei 2,9%, was einer Zunahme von 0,1 Prozentpunkten gegenüber 2011 entspricht. Diese Arbeitsmarktzahlen sind ein weiteres Indiz dafür, dass sich die Schweizer Wirtschaft im internationalen Vergleich gut behauptet.

Die Frankenstärke in Verbindung mit der ungünstigen Weltwirtschaftslage führte dazu, dass sich der Schweizer Landesindex der Konsumentenpreise im 2012 negativ entwickelte. Dieser ging gegenüber 2011 durchschnittlich um 0,7% zurück, was die Inflationsängste im Zusammenhang mit den massiven Devisenkäufen der SNB minderte.

#### **Walliser Wirtschaft**

Im Wallis setzte sich die im letzten Quartal 2011 abgezeichnete Verschlechterung der wirtschaftlichen Situation in der ersten Hälfte des Jahres 2012 fort. Gemäss dem Wirtschaftsindikator der Walliser Kantonalbank (WKB) ging das Walliser BIP in den ersten beiden Quartalen 2012 um 0,7% bzw. 0,8% zurück. Dieser konjunkturelle Abwärtstrend zu Beginn des Jahres lässt sich vor allem mit der schwachen Export- und Tourismuswirtschaft erklären, die unter dem starken Franken zu leiden hatte. Ausserdem sah sich auch der Bausektor, der im Jahr 2011 der Walliser Wirtschaft noch als wichtige Stütze diente, mit einem Rückgang konfrontiert.

Dank der wieder etwas positiveren Signale aus dem Bausektor ab dem 3. Quartal 2012 und der anziehenden Exporte (auch im Tourismusbereich) kehrte das Wallis im zweiten Halbjahr 2012 in die Wachstumszone zurück: Im 3. und 4. Quartal 2012 verzeichnete das kantonale BIP einen Zuwachs von 0,7% bzw. 0,6%.

Insgesamt war 2012 für die tourismusabhängigen Branchen ein schwieriges Jahr. Die Hotelübernachtungen gingen zwischen 2011 und 2012 um 2,2% zurück. Ein Jahr zuvor war der Rückgang noch höher, nämlich 4,4%. Diese Entwicklung ist in allen Regionen des Landes ähnlich. Ohne die positiven Übernachtungszahlen vom Dezember (+3,5% gegenüber Dezember 2011) wäre das Ergebnis noch schlechter ausgefallen. Dank dieser Trendwende am Jahresende sind die Aussichten für 2013 etwas weniger getrübt.

Die Walliser Arbeitslosenquote nahm 2012 mit einem Durchschnitt von 3,5% gegenüber 2011 (3,2%) leicht zu. Aufgrund seiner Wirtschaftsstruktur ist der Arbeitsmarkt unseres Kantons erfahrungsgemäss grossen

son habitude de fortes fluctuations au niveau du marché de l'emploi. Pour illustration, alors que le taux de chômage s'établissait à 2,7% seulement en juillet 2012, il n'a atteint pas moins de 5,3% en janvier. Ces différences sont principalement causées par la forte saisonnalité de l'emploi dans le domaine de la construction.

### Finances publiques suisses

Selon les prévisions de l'Administration fédérale des finances (AFF) communiquées le 28 février 2013, les administrations publiques (Confédération, cantons, communes et assurances sociales) devraient pouvoir dégager un excédent global équivalent à 0,3% du PIB en 2012, et ce, malgré le tassement conjoncturel. Cet excédent est avant tout attribuable aux assurances sociales (0,5%), alors que les communes et cantons devraient dans leur globalité présenter des déficits de l'ordre de 0,1%.

Le taux d'endettement de la Confédération (calculé selon la définition européenne de Maastricht) devrait légèrement augmenter en 2012 (à 18,9% du PIB contre 18,8% un an auparavant), et ce, en vue du remboursement d'un emprunt arrivant à échéance en 2013. Les autres échelons institutionnels devraient en revanche être en mesure de réduire leur dette brute, calculée en pourcentage de la production suisse. Selon les prévisions de l'AFF de février 2013, le taux d'endettement brut des administrations publiques considérées dans leur ensemble devrait poursuivre sa tendance baissière amorcée en 2004 pour atteindre 35,3% en 2012. Cette orientation devrait également se confirmer en 2013 (34,4%) et en 2014 (33,0%).

Dans son communiqué du 13 février 2013, le Conseil fédéral annonce que la Confédération a clôturé son exercice 2012 par un solde de financement ordinaire bien meilleur que les attentes budgétaires. En effet, le recul des recettes déjà anticipé dans les précédentes extrapolations (-1,1 mrd par rapport au budget) a largement été compensé par la diminution des dépenses (-2,4 mrds). Alors que les écarts de recettes sont principalement imputables à la TVA (-500 mios), l'impôt fédéral direct (-417 mios) et les droits de timbre (-309 mios), les variations au niveau des dépenses sont avant tout la conséquence de taux d'intérêts étonnamment bas, d'agios plus élevés, ainsi que de contributions aux assurances sociales et à la défense nationale moindres. L'excédent, après prise en compte des éléments du budget extraordinaire, s'établit à 2,0 mrds. Il est supérieur de 0,7 mrd au solde de financement ordinaire grâce aux recettes liées à la nouvelle attribution des fréquences de téléphonie mobile.

Finalement, dans son communiqué du 7 mars 2013, la Banque nationale suisse (BNS) annonce un bénéfice de l'ordre de 6 mrds pour l'année 2012, auxquels s'ajoute la contribution du fonds de stabilisation au résultat consolidé (+0,9 mrd). Selon la convention signée entre le Département fédéral des finances (DFF) et la BNS et portant sur les exercices 2011 à 2015, le montant distribué à la Confédération et aux cantons en 2013 devrait s'élever donc, comme en 2012, à 1 mrd.

Fluctuations unterworfen. Dies war auch 2012 nicht anders, wie das folgende Beispiel zeigt: Im Juli lag die Arbeitslosenquote bei nur 2,7%, im Januar hingegen bei 5,3%. Grund dafür sind vor allem die saisonalen Schwankungen der Beschäftigung im Bausektor.

### Öffentliche Finanzen der Schweiz

Gemäss den am 28. Februar 2013 publizierten Prognosen der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) können die öffentlichen Haushalte (Bund, Kantone, Gemeinden und Sozialversicherungen) im Jahr 2012 trotz der konjunkturellen Abschwächung mit einem allgemeinen Überschuss von 0,3% des BIP rechnen. Anteil an diesem positiven Ergebnis haben vor allem die Sozialversicherungen (0,5%), wohingegen bei den Gemeinden und Kantonen insgesamt ein leichtes Defizit von 0,1% erwartet wird.

Die auf Grundlage der Maastricht-Kriterien berechnete Schuldenquote des Bundes stieg 2012 leicht an (18,9% des BIP gegenüber 18,8% im Vorjahr), dies wegen der Rückzahlung einer 2013 fälligen Anleihe. In den übrigen öffentlichen Haushalten dürfte die Bruttoverschuldung – ausgedrückt in Prozenten des Bruttoinlandprodukts – jedoch rückläufig sein. Gemäss den Prognosen der EFV vom Februar 2013 wird sich der seit 2004 anhaltende Abwärtstrend der Gesamt-Bruttoschuldenquote der öffentlichen Haushalte mit 35,3% im Jahr 2012, 34,4% im Jahr 2013 und 33,0% im Jahr 2014 fortsetzen.

Am 13. Februar 2013 gab der Bundesrat in einer Medienmitteilung bekannt, dass der Bund das Rechnungsjahr 2012 mit einem viel besseren ordentlichen Finanzierungsergebnis abschliesst als budgetiert. Die aufgrund der letzten Hochrechnungen bereits erwarteten Mindereinnahmen (-1,1 Mia. Franken gegenüber Budget) wurden durch die Minderausgaben (-2,4 Mia.) mehr als kompensiert. Während die Gründe für die Abweichungen auf der Einnahmenseite schwergewichtig bei der Mehrwertsteuer (-500 Mio.), der direkten Bundessteuer (-417 Mio.) und den Stempelabgaben (-309 Mio.) zu suchen sind, lassen sich die tieferen Ausgaben grösstenteils auf das unerwartet tiefe Zinsniveau, hohe Agios sowie die niedrigeren Beiträge des Bundes an die Sozialversicherungen und die Landesverteidigung zurückführen. Nach Berücksichtigung der ausserordentlichen Einnahmen beträgt der Finanzierungsüberschuss 2,0 Mia. und ist somit 0,7 Mia. höher als der Finanzierungssaldo. Diese Entwicklung ist aus der Neuvergabe der Mobilfunkfrequenzen zurückzuführen.

Schliesslich gab die Schweizerische Nationalbank (SNB) am 7. März 2013 bekannt, dass sie 2012 einen Gewinn von rund 6 Mia. Franken erzielen konnte, unter Berücksichtigung des Stabilisierungsfonds (+0,9 Mia.). Gemäss der zwischen dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) und der SNB abgeschlossenen Vereinbarung bezüglich der Geschäftsjahre 2011 bis 2015 dürften Bund und Kantone im Jahr 2013 wie bereits im Vorjahr 2012 1 Mia. erhalten.

## Etablissement du compte : lignes directrices

Le présent compte respecte les dispositions et principes suivants :

### La règle du frein aux dépenses et à l'endettement

Depuis l'exercice 2005, le Valais suit la règle d'équilibre financier matérialisée dans la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004. L'article 3 al. 3 de la LGCAF stipule que le compte de fonctionnement et le compte des investissements doivent être équilibrés chaque année, assurant ainsi une couverture à 100% des investissements nets. L'art. 3 de la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement rappelle les mesures prévues par l'article constitutionnel en cas de non concordance du compte avec le budget.

Conformément à l'article constitutionnel (art. 25 al. 1 Cst VS), le compte 2012 remplit ces exigences, avec un excédent de revenus et un excédent de financement.

### Principes comptables

Les comptes 2012 sont présentés en conformité aux recommandations du modèle comptable harmonisé MCH, et, en particulier, aux principes comptables définis aux articles 5 et ss de la LGCAF.

Les comptes 2012 sont établis dans le but de donner une situation claire, complète et véridique de la gestion financière, du patrimoine et des dettes et suivant les principes indiqués à l'art. 5 al. 2 de la LGCAF.

Concernant l'évaluation des actifs du bilan, les biens du patrimoine administratif sont amortis selon le principe d'un autofinancement approprié à la situation économique et financière. Les biens du patrimoine financier figurent au bilan au prix d'achat ou de revient, sans amortissement et sous réserve des correctifs appropriés aux circonstances.

Les comptes débiteurs/créances de l'Etat sont évalués sur la base d'une analyse de risques spécifiques et individualisés. Sur la base de cette analyse, les valeurs des créances de l'Etat sont réévaluées et les comptes débiteurs corrigés en conséquence.

En sus des amortissements ordinaires définis à l'art. 14 al. 1 à 3, des amortissements supplémentaires peuvent être effectués conformément à l'art. 14 al. 4 de la LGCAF. La décision de procéder à ces amortissements supplémentaires tient compte de la situation financière de l'Etat, de la conjoncture, des changements de dispositions légales et principes comptables, en particulier ceux qui interviendront dès le passage au nouveau modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2).

## Leitlinien für die Rechnungserstellung

Bei der Erstellung der vorliegenden Rechnung wurden folgende Bestimmungen und Grundsätze berücksichtigt :

### Ausgaben- und Schuldenbremse

Seit Inkrafttreten des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse vom 9. Juni 2004 muss aus der Rechnung des Kantons Wallis ein finanzielles Gleichgewicht resultieren. Artikel 3 Absatz 3 FHG legt fest, dass die Laufende Rechnung und die Investitionsrechnung jedes Jahr ausgeglichen sein müssen, so dass eine 100%-Deckung der Netto-Investitionen gesichert ist. Artikel 3 des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse verweist auf den Artikel der Kantonsverfassung für den Fall, dass Rechnung und Budget nicht miteinander übereinstimmen.

Die Rechnung 2012 erfüllt angesichts des Ertrags- und Finanzierungsüberschusses die verfassungsmässigen Vorgaben (Art. 25 Abs. 1 KV).

### Buchführungsgrundsätze

Die Rechnung 2012 wurde gemäss den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells HRM und den Buchführungsgrundsätzen von Artikel 5 ff. FHG erstellt.

Sie soll eine klare, vollständige und wahrheitsgetreue Übersicht über die Führung des Finanzhaushalts, das Vermögen und die Schulden vermitteln und folgt den Grundsätzen von Artikel 5 Absatz 2 FHG.

Was die Bewertung der Bilanzaktiva angeht, wird das Verwaltungsvermögen nach dem Grundsatz einer finanz- und volkswirtschaftlich angemessenen Selbstfinanzierung abgeschrieben. Das Finanzvermögen wird ohne Abschreibungen zum Beschaffungs- oder Herstellungswert bilanziert, unter Berücksichtigung der den Umständen angemessenen Wertberichtigungen.

Die Debitoren und Forderungen des Staates werden aufgrund einer spezifischen individualisierten Risikoanalyse bewertet. Anhand dieser Analyse werden die Forderungen des Staates neu evaluiert und das Delkredere gebildet.

Neben den ordentlichen Abschreibungen gemäss Artikel 14 Absatz 1 bis 3 FHG können zusätzliche Abschreibungen gemäss Artikel 14 Absatz 4 FHG vorgenommen werden. Der Entscheid über diese zusätzlichen Abschreibungen hängt von der finanziellen Situation des Staates, der Konjunktur und allfälligen Änderungen der Gesetzgebung und der Buchführungsgrundsätze ab, insbesondere von jenen, die mit der Einführung des neuen harmonisierten Rechnungsmodells der Kantone und Gemeinden (HRM2) anfallen werden.



## Données financières

## Finanzdaten

### Aperçu général

### Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Compte de fonctionnement</b>					<b>Laufende Rechnung</b>
Revenus	3'052.7	3'048.1	3'120.1	72.0	Ertrag
Crédits supplémentaires		3.4			Nachtragskredite
Revenus selon budget initial		3'044.7			Erträge gemäss ursprünglichem Budget
Charges	3'045.7	3'054.6	3'118.9	64.4	Aufwand
Crédits supplémentaires		12.5			Nachtragskredite
Charges selon budget initial		3'042.0			Aufwände gemäss ursprünglichem Budget
<b>Excédent de revenus</b>	<b>6.9</b>	<b>-6.4</b>	<b>1.1</b>	<b>7.6</b>	<b>Ertragsüberschuss</b>
<b>Compte des investissements</b>					<b>Investitionsrechnung</b>
Dépenses	532.2	543.1	503.2	-39.9	Ausgaben
Crédits supplémentaires		2.2			Nachtragskredite
Dépenses selon budget initial		540.9			Ausgaben gemäss ursprünglichem Budget
Recettes	304.1	359.2	322.1	-37.1	Einnahmen
Crédits supplémentaires		1.0			Nachtragskredite
Recettes selon budget initial		358.2			Einnahmen gemäss ursprünglichem Budget
<b>Investissements nets</b>	<b>228.0</b>	<b>183.9</b>	<b>181.1</b>	<b>-2.8</b>	<b>Netto-Investitionen</b>
<b>Financement</b>					<b>Finanzierung</b>
Résultat du compte de fonctionnement	6.9	-6.4	1.1	7.6	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	261.8	182.1	180.9	-1.2	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
<b>Marge d'autofinancement</b>	<b>268.7</b>	<b>175.6</b>	<b>182.0</b>	<b>6.4</b>	<b>Selbstfinanzierungsmarge</b>
Investissements nets	228.0	183.9	181.1	-2.8	Netto-Investitionen
<b>Excédent de financement</b>	<b>40.7</b>	<b>-8.2</b>	<b>0.9</b>	<b>9.1</b>	<b>Finanzierungsüberschuss</b>
<b>Degré d'autofinancement</b>	<b>117.8%</b>	<b>95.5%</b>	<b>100.5%</b>	<b>5.0%</b>	<b>Selbstfinanzierungsgrad</b>

## Compte de fonctionnement

## Laufende Rechnung

### Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

### Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'651.0	2'847.1	2'880.8	33.8	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	2'845.5	2'840.5	2'890.1	49.7	Betrieblicher Ertrag
<b>Résultat d'activités d'exploitation</b>	<b>194.5</b>	<b>-6.6</b>	<b>9.3</b>	<b>15.9</b>	<b>Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit</b>
Charges financières	20.2	36.6	36.4	-0.2	Finanzaufwand
Revenus financiers	40.3	51.5	58.5	7.0	Finanzertrag
<b>Résultat d'activités de financement</b>	<b>20.1</b>	<b>14.9</b>	<b>22.1</b>	<b>7.2</b>	<b>Ergebnis aus Finanzierung</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>214.6</b>	<b>8.3</b>	<b>31.4</b>	<b>23.1</b>	<b>Operatives Ergebnis</b>
Charges extraordinaires	240.2	24.7	60.4	35.7	Ausserordentliche Aufwände
Revenus extraordinaires	32.5	10.0	30.1	20.1	Ausserordentliche Erträge
<b>Résultat extraordinaire</b>	<b>-207.7</b>	<b>-14.7</b>	<b>-30.2</b>	<b>-15.5</b>	<b>Ausserordentliches Ergebnis</b>
<b>Résultat total du compte de résultat</b>	<b>6.9</b>	<b>-6.4</b>	<b>1.1</b>	<b>7.6</b>	<b>Gesamtergebnis Erfolgsrechnung</b>

Le Canton du Valais boucle le compte 2012 dans le respect du frein aux dépenses et à l'endettement avec un excédent de revenus de 1,1 mio et un excédent de financement de 0,9 mio.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,120 mrds et un total de charges de 3,119 mrds. Il clôture avec un excédent de revenus de 1,1 mio. Le frein aux dépenses est ainsi respecté.

Avant prise en compte des amortissements ordinaires d'un montant de 142,7 mios et des amortissements supplémentaires pour 38,2 mios, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash-flow) de 182,0 mios.

Le compte des investissements présente des dépenses brutes de 503,2 mios, couvertes à hauteur de 322,1 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 181,1 mios.

Les dépenses nettes d'investissement sont ainsi intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un excédent de financement de 0,9 mio et un degré d'autofinancement de 100,5%. Le frein à l'endettement est ainsi respecté.

Le compte 2012 intègre les éléments particuliers suivants :

- la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS) à l'exception des financements des soins de longue durée et des régimes sociaux qui se sont poursuivis selon les dispositions en vigueur en 2011 en attendant le traitement du référendum déposé ;
- la péréquation financière intercommunale selon la nouvelle loi adoptée le 15 septembre 2011 ;
- la dotation initiale de 300 mios au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle selon la loi adoptée par le Grand Conseil le 15 septembre 2011 ;
- le passage à la primauté des cotisations de la CPVAL, ainsi que la deuxième phase de la recapitalisation complémentaire, laquelle est financée par un prélèvement sur la fortune avec, pour corollaire, une augmentation de l'endettement brut et net.

Le 16 décembre 2011, le Grand Conseil a approuvé le budget 2012 avec un excédent de revenus de 2,7 mios et un excédent de financement de 1,9 mio. Durant l'année 2012, des crédits supplémentaires ont été décidés pour 12,5 mios de charges de fonctionnement (3,4 mios de revenus) et 2,2 mios de charges d'investissement (1,0 mio de recettes). Ces crédits supplémentaires ont pu être octroyés eu égard au niveau attendu des recettes de la BNS au-dessus des prévisions budgétaires. Lors de l'élaboration du budget 2012, la convention entre la BNS et le Département fédéral des finances portant sur la distribution des bénéfices n'était pas encore signée. En date du 21 novembre 2011, la convention a été conclue pour les exercices 2011 à 2015 et permet au Valais d'escompter une recette de 26,2 mios (contre 65,2 mios au compte 2011).

Der Kanton Wallis schliesst die Rechnung 2012 unter Einhaltung der Ausgaben- und Schuldenbremse mit einem Ertragsüberschuss von 1,1 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 0,9 Mio. ab.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,120 Mia. Franken und einen Aufwand von 3,119 Mia. aus und schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 1,1 Mio. Die Ausgabenbremse wird somit eingehalten.

Vor Verbuchung der ordentlichen Abschreibungen in Höhe von 142,7 Mio. Franken und der zusätzlichen Abschreibungen von 38,2 Mio. beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) der Laufenden Rechnung auf 182,0 Mio.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 503,2 Mio. Franken und Einnahmen von 322,1 Mio. aus. Die Nettoinvestitionen belaufen sich somit auf 181,1 Mio.

Die Nettoinvestitionen sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge aus der Laufenden Rechnung gedeckt. Es resultieren ein Finanzierungsüberschuss von 0,9 Mio. Franken und ein Selbstfinanzierungsgrad von 100,5%. Die Schuldenbremse wird somit eingehalten.

Die Rechnung 2012 beinhaltet folgende besondere Elemente :

- Neugestaltung der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS), mit Ausnahme der Finanzierung der Langzeitpflege und der Sozialsysteme, für welche die bisherigen Bestimmungen bis zur Behandlung des Referendums in Kraft bleiben ;
- interkommunaler Finanzausgleich gemäss neuem Gesetz vom 15. September 2011 ;
- die Ersteinlage von 300 Mio. Franken in den Spezialfinanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts gemäss dem vom Grosse Rat am 15. September 2011 verabschiedeten Gesetz ;
- Übergang zum Beitragsprimat bei der PKWAL und zweite Phase der zusätzlichen Rekapitalisierung, finanziert durch eine Entnahme vom Eigenkapital, was zu einer Erhöhung der Brutto- und Nettoverschuldung führt.

Das Budget 2012, welches einen Ertragsüberschuss von 2,7 Mio. Franken und einen Finanzierungsüberschuss von 1,9 Mio. ausweist, wurde vom Grosse Rat am 16. Dezember 2011 angenommen. Im Verlaufe des Jahres 2012 wurden Nachtragskredite in der Höhe von 12,5 Mio. beim Aufwand der Laufenden Rechnung (3,4 Mio. Ertrag) und von 2,2 Mio. bei den Investitionsausgaben (1,0 Mio. Einnahmen) gewährt. Diese Nachtragskredite konnten gewährt werden, weil die Einnahmen aus den SNB-Gewinnen höher als budgetiert waren. Die neue Vereinbarung zwischen der Schweizerischen Nationalbank (SNB) und dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) bezüglich der Ausschüttung der SNB-Gewinne für die Geschäftsjahre 2011 bis 2015 war zum Zeitpunkt der Erstellung des Budgets 2012 noch nicht unterzeichnet. Aufgrund dieser Vereinbarung vom 21. November 2011 kann das Wallis mit Jahreseinnahmen von 26,2 Mio. rechnen (gegenüber 65,2 Mio. in der Rechnung 2011).

## Charges d'exploitation

## Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	967.5	950.1	-17.4	-1.8%	33.0%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	230.4	231.9	1.4	0.6%	8.0%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	16.3	24.7	8.4	52.0%	0.9%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	157.4	142.7	-14.6	-9.3%	5.0%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	96.6	101.2	4.7	4.8%	3.5%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	94.5	92.7	-1.8	-1.9%	3.2%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'126.0	1'163.6	37.6	3.3%	40.4%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	120.5	123.5	3.0	2.5%	4.3%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéciaux <sup>1</sup>	38.0	50.4	12.4	32.7%	1.8%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>2'847.1</b>	<b>2'880.8</b>	<b>33.8</b>	<b>1.2%</b>	<b>100.0%</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 2,9 mrd, supérieures de 1,2% au budget (+33,8 mios).

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 2,9 Mia. Franken, was einer Zunahme um 1,2% gegenüber dem Budget (+33,8 Mio.) entspricht.

Les charges d'exploitation sont constituées pour un tiers des charges de personnel et pour 47,9% de subventions et dédommagements à des collectivités publiques. Cette structure diffère des années précédentes suite à la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS). La modification financière la plus importante concerne le domaine de l'enseignement obligatoire avec la cantonalisation des enseignants. Leurs salaires sont enregistrés dans les charges de personnel. Précédemment, il s'agissait d'employés communaux, pour lesquels le canton versait une participation qui apparaissait dans les charges d'exploitation en tant que subvention accordée. Le poids des charges de personnel s'en trouve ainsi augmenté (24,2% en 2011) et celui des subventions diminué (56,2% en 2011). En considérant les deux rubriques de manière globale, leur part est comparable aux années précédentes (80,5% en 2011 et 80,9% en 2012).

Der betriebliche Aufwand setzt sich zu einem Drittel aus dem Personalaufwand und zu 47,9% aus den Beiträgen und Entschädigungen an Gemeinwesen zusammen. Aufgrund der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) weichen diese Zahlen von den Vorjahren ab. Die grösste finanzielle Veränderung betrifft den obligatorischen Schulunterricht infolge der Kantonalisierung des Lehrpersonals. Die Gehälter werden im Personalaufwand verbucht. Bisher waren die Lehrkräfte Gemeindeangestellte, für die der Kanton eine Subvention bezahlte, die im betrieblichen Aufwand unter Eigene Beiträge verbucht wurde, weshalb der Personalaufwand zunimmt (24,2% im Jahr 2011) und die Beiträge abnehmen (56,2% im Jahr 2011). Global betrachtet, sind die Zahlen der beiden Rubriken vergleichbar mit den Vorjahren (80,5% 2011 und 80,9% 2012).

Le dépassement budgétaire provient principalement de la non-entrée en vigueur de l'intégralité de la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS), suite au dépôt du référendum contre la loi sur les soins de longue durée, alors que le budget prenait en compte l'intégralité de la nouvelle répartition.

Die Budgetüberschreitung hängt vor allem damit zusammen, dass die neue Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) nicht vollumfänglich in Kraft getreten ist, weil ein Referendum gegen das Gesetz über die Langzeitpflege eingereicht wurde. Im Budget wurde die neue Aufgabenteilung bereits vollumfänglich einbezogen.

### Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 950,1 mios ce qui représente un montant inférieur de 1,8% ou 17,4 mios au budget.

### Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 950,1 Mio. Franken und ist damit 1,8% oder 17,4 Mio. tiefer als budgetiert.

Le principe du plein renchérissement des salaires a été retenu au budget 2012. Le coût de ce renchérissement a été estimé à 0,9% lors de son élaboration. En réalité, l'évolution de l'indice de référence, qui est l'indice des prix à la consommation du mois de décembre, a été négative. Consécutivement, l'échelle salariale a été maintenue au niveau 2011, ce qui représente un reliquat budgétaire de l'ordre de 8,6 millions sur les salaires et les charges sociales.

Le reste du reliquat budgétaire provient d'un budget surestimé pour le nouveau cycle d'orientation, des frais de formation inférieurs (-1,2 million) avec notamment une économie de 0,6 million pour l'écolage à l'Académie de Savatan remplacé par la mise à disposition de formateurs, ainsi que des postes vacants (délai de remplacement, difficulté de recrutement).

La répartition des charges de personnel par catégorie est présentée à l'annexe 1. Un reliquat budgétaire apparaît pour chacune des catégories (renchérissement à 0%), à l'exception du Département pour la sécurité, affaires sociales et intégration (DSSI) et du secteur de l'enseignement tertiaire. L'augmentation au DSSI provient du personnel d'encadrement dans le secteur des requérants d'asile. Cette augmentation est compensée par des recettes. Le dépassement pour l'enseignement tertiaire concerne la HES-SO Valais suite à l'engagement de collaborateurs pour la réalisation de projets européens, compensé par des recettes, et les honoraires de la Haute Ecole Pédagogique.

Par rapport au compte 2011, les charges de personnel passent de 641,9 millions à 950,1 millions. Cette augmentation provient essentiellement de la cantonalisation du personnel de la scolarité obligatoire. Les années précédentes, seule la part à charge du canton apparaissait dans les subventions accordées (compte 2011, 195,2 millions). Dès 2012, les salaires et charges sociales sont comptabilisés dans les charges de personnel (303,8 millions) et les contributions communales (111,6 millions) sont enregistrées dans les recettes sous subventions acquises.

### Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises atteignent 231,9 millions, en adéquation avec le budget (+0,6% ou 1,4 million).

Le Service des routes et des cours d'eau a dû faire face à un coût du service hivernal supérieur aux prévisions budgétaires pour 6,9 millions brut. Le secteur des requérants d'asile connaît également un dépassement de crédit budgétaire de 3,9 millions dû à l'augmentation du volume d'activité. Les soldes budgétaires dans les autres domaines, particulièrement au Service de l'informatique (projets reportés), dans les domaines agricoles (mise en location du domaine des Barges), ont permis de contenir les biens, services et marchandises au niveau du budget.

Im Budget 2012 wurden die Gehälter mit dem vollen Teuerungsausgleich berechnet, der auf 0,9% geschätzt wurde. Der Konsumentenpreisindex, der als Leitindex gilt, lag im Dezember jedoch im negativen Bereich. Demzufolge blieb die Lohntabelle auf dem Vorjahresniveau, was zu einem Budget-Restbetrag von 8,6 Mio. Franken bei den Gehältern und Sozialabgaben führt.

Der Rest des Budgetüberschusses ist zurückzuführen auf die höher eingeschätzten Kosten der neuen Orientierungsschule, die tieferen Ausbildungskosten (-1,2 Mio. Franken) mit einer Einsparung von 0,6 Mio. bei der Ausbildung in der Polizeiakademie von Savatan durch die Bereitstellung von Ausbildnern sowie auf die unbesetzten Stellen (Frist der Besetzung neuer Stellen, Schwierigkeiten bei der Personalrekrutierung).

Die Aufteilung des Personalaufwands nach Kategorien findet sich in Anhang 1. Bei jeder Kategorie gibt es einen Budgetsaldo (Nullteuerung) ausser beim Departement für Sicherheit, Sozialwesen und Integration (DSSI) und im Bereich tertiäre Bildung. Die Zunahme beim DSSI ist auf zusätzliches Personal im Asylbereich zurückzuführen. Dieser Anstieg wird durch die Erträge ausgeglichen. Die Überschreitung bei der tertiären Bildung ist zurückzuführen auf zusätzliche Mitarbeiter bei der HES-SO Wallis zur Umsetzung europäischer Projekte, die durch die Einnahmen gedeckt werden, sowie auf Honorare bei der Pädagogischen Hochschule.

Im Vergleich zum Vorjahr erhöhte sich der Personalaufwand von 641,9 Mio. Franken auf 950,1 Mio. Dieser Anstieg ist vor allem auf die Kantonalisierung des Lehrpersonals beim obligatorischen Schulunterricht zurückzuführen. In den vergangenen Jahren erschien nur der Kantonsanteil unter der Rubrik « Eigene Beiträge » (Rechnung 2011, 195,2 Mio.). Ab 2012 sind die Gehälter und Sozialleistungen im Personalaufwand (303,8 Mio.) und die Gemeindeanteile (111,6 Mio.) als Einnahmen unter « Beiträge für eigene Rechnung » enthalten.

### Sachaufwand

Der Sachaufwand erreicht 231,9 Mio. Franken, was ungefähr dem Budget entspricht (0,6% oder 1,4 Mio.).

Die Dienststelle für Strassen- und Flussbau musste beim Winterdienst 6,9 Mio. Franken brutto mehr ausgeben als budgetiert. Im Asylbereich gab es ebenfalls eine Budgetüberschreitung und zwar in Höhe von 3,9 Mio. aufgrund des zunehmenden Tätigkeitsvolumens. Dank den Budgetrestbeträgen in den anderen Bereichen, insbesondere bei der Dienststelle für Informatik (Aufschub von Projekten) und in der Landwirtschaft (Vermietung des Gutsbetriebs Barges), blieb der Sachaufwand im Rahmen des Budgets.

### Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier se montent à 24,7 mios, supérieurs de 8,4 mios ou 52,0% au budget.

Les pertes et les dotations aux provisions des créances fiscales constituent l'essentiel de ces dépenses (15,3 mios). L'écart par rapport au budget concerne principalement les pertes sur créances d'impôts (+3,2 mios) et les dotations aux provisions pour risques de pertes sur débiteurs.

### Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif, qui s'élèvent à 142,7 mios, sont inférieurs de 14,6 mios aux prévisions budgétaires.

Il s'agit des amortissements ordinaires, calculés selon une pratique constante, basée sur les recommandations du recueil de comptabilité publique harmonisé (MCH – voir annexe 2). Ils correspondent en moyenne pondérée à 15,9% de la valeur résiduelle à amortir.

L'enregistrement d'amortissements supplémentaires les années précédentes permet de réduire l'impact des amortissements ordinaires, par rapport au scénario retenu lors de l'élaboration du budget.

### Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 101,2 mios, supérieures de 4,7 mios ou 4,8% au budget.

L'augmentation est liée à l'amélioration des recettes d'impôts sur les gains immobiliers. En effet, les parts et contributions sans affectation enregistrent la ristourne aux communes des deux tiers de ces impôts encaissés par le canton. L'augmentation des impôts sur les gains immobiliers se répercute donc sur ces charges.

Les parts et contributions sans affectation comprennent également la compensation des cas de rigueur de la péréquation intercantonale de 4,6 mios, en adéquation avec le budget, ainsi que les versements aux communes de la péréquation intercommunale.

En 2012 est entrée en vigueur la nouvelle loi sur la péréquation financière intercommunale. Les montants distribués aux communes passent de 16,6 mios au compte 2011 à 53,7 mios au compte 2012 (-0,2 mio par rapport au budget). 32,3 mios sont versés au titre de la péréquation des ressources financée par les communes et le canton. 15,9 mios sont versés pour la compensation des charges financée intégralement par le canton et 5,4 mios pour les cas de rigueur, financés par le fonds de péréquation. La part à charge du canton se monte au total à 30,1 mios contre 10,3 mios avec l'ancien système.

### Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen auf dem Finanzvermögen belaufen sich auf 24,7 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 8,4 Mio. oder 52,0% entspricht.

Die Verluste und die Bildung von Rückstellungen bei den Steuerforderungen machen den grössten Teil dieser Aufwandsposition aus (15,3 Mio. Franken). Der Unterschied zum Budget betrifft vor allem die Verluste bei den Steuerforderungen (+3,2 Mio.) und den Rückstellungen für Debitorenverluste.

### Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen belaufen sich auf 142,7 Mio. Franken und sind im Vergleich zum Budget um 14,6 Mio. tiefer ausgefallen.

Es handelt sich hierbei um die ordentlichen Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells richten und entsprechen im gewichteten Durchschnitt 15,9% des abzuschreibenden Restbuchwerts (HRM – siehe Anhang 2).

Durch die Verbuchung zusätzlicher Abschreibungen in den Vorjahren fallen die ordentlichen Abschreibungen gegenüber dem Budget tiefer aus.

### Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 101,2 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 4,7 Mio. oder 4,8% entspricht.

Diese Zunahme steht im Zusammenhang mit höheren Erträgen bei der Liegenschaftsgewinnsteuer. Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung beinhalten die Rückvergütung an die Gemeinden von zwei Dritteln der vom Kanton eingenommenen Steuern. Die Zunahme der Liegenschaftsgewinnsteuer wirkt sich auf diesen Aufwand aus.

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung beinhalten ebenfalls und in Übereinstimmung mit dem Budget die Zahlungen von 4,6 Mio. Franken in den Härteausgleichsfonds betreffend den interkantonalen Finanzausgleich sowie die Zahlungen an die Gemeinden im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichs.

Im Jahr 2012 ist das neue Gesetz über den interkommunalen Finanzausgleich in Kraft getreten. Die an die Gemeinden verteilten Beträge steigen von 16,6 Mio. Franken in der Rechnung 2011 auf 53,7 Mio. in der Rechnung 2012 (-0,2 Mio. gegenüber dem Budget). 32,3 Mio. werden durch die Gemeinden und den Kanton im Rahmen des Ressourcenausgleichs bezahlt. 15,9 Mio. schlagen beim Lastenausgleich zu Buche, der vollständig vom Kanton finanziert wird und 5,4 Mio. für Härtefälle, die über den Ausgleichsfonds finanziert werden. Der Kantonsanteil steigt auf 30,1 Mio.- gegenüber 10,3 Mio. nach altem System.

### Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques atteignent 92,7 mios, 1,8 mio ou 1,9% en dessous du budget.

Les dédommagements sont principalement versés à d'autres cantons (87,9 mios) avec, notamment :

- 41,6 mios pour les HES ;
- 34,8 mios pour les universités ;
- 8,9 mios pour la formation professionnelle ;
- 1,3 mio pour la détention et les mesures hors canton.

L'écart par rapport au budget provient essentiellement des contributions à la HES-SO (-1,5 mio pour la HES-SO et -0,9 mio pour la HES-S2).

### Subventions accordées

L'Etat du Valais a accordé 1,2 mrd de subventions sans caractère d'investissement, soit 37,6 mios ou 3,3% de plus que les prévisions budgétaires.

La répartition des subventions accordées par domaine est présentée en annexe 3. Le dépassement budgétaire provient des domaines de la santé, de la prévoyance sociale et de l'économie :

- Santé, dépassement de 20,3 mios ou 3,6% : le budget 2012 a été établi sur la base de la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS). Or, le financement des soins de longue durée s'est poursuivi selon le décret du 5 mai 2010 dans l'attente du traitement du référendum de décembre 2011. La conséquence est un financement plus important du canton de 26,8 mios pour l'exploitation des EMS et un financement inférieur pour les CMS et foyers de jour de 4,7 mios ;
- Prévoyance sociale, dépassement de 19,3 mios ou 7,0% : les subventions accordées aux personnes à l'aide sociale sont supérieures au budget pour 14,9 mios et celles accordées aux requérants d'asile de 1,3 mio. Ces augmentations, dues à l'activité croissante, sont en partie compensées par des recettes supplémentaires. Les subventions du fonds pour l'emploi sont également supérieures au budget (+2,7 mios). Cette augmentation est financée par un prélèvement sur la fortune du fonds ;
- Economie publique, dépassement de 2,5 mios ou 6,3% : le dépassement concerne les mesures financées par le fonds de soutien à l'économie (2,4 mios) pour les mesures de soutien aux PME gérées par le Centre de Compétences Financières et pour une action de promotion touristique d'hiver par Valais tourisme.

### Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées se montent à 123,5 mios, en augmentation de 2,5% par rapport au budget (+3,0 mios). Un montant correspondant figure dans les recettes.

Près de 90% de ces subventions concernent les paiements directs à l'agriculture (109,4 mios, +0,5 mio).

### Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 92,7 Mio. Franken und sind somit um 1,8 Mio. oder 1,9% tiefer als budgetiert.

Die Entschädigungen werden hauptsächlich an andere Kantone entrichtet (87,9 Mio. Franken), nämlich :

- 41,6 Mio. für die HES-SO ;
- 34,8 Mio. für die Universitäten ;
- 8,9 Mio. für die Berufsbildung ;
- 1,3 Mio. für Haftanstalten und Massnahmen ausserhalb des Kantons.

Die Differenz zum Budget ist hauptsächlich auf die Beiträge an die HES-SO zurückzuführen (-1,5 Mio. Franken für die HES-SO und -0,9 Mio. für die HES-S2).

### Eigene Beiträge

Der Staat Wallis hat Beiträge ohne Investitionscharakter in Höhe von 1,2 Mia. Franken ausbezahlt. Dieser Betrag liegt um 37,6 Mio. oder um 3,3% höher als budgetiert.

Die Aufteilung der Eigenen Beiträge nach Bereichen befindet sich im Anhang 3. Die Budgetüberschreitungen betreffen das Gesundheitswesen, die Sozialfürsorge und die Wirtschaftsförderung :

- Gesundheitswesen, Überschreitung von 20,3 Mio. Franken oder 3,6% : Das Budget 2012 wurde aufgrund der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) erstellt. Die Finanzierung der Langzeitpflege wurde aufgrund des Dekrets vom 5. Mai 2010 weitergeführt, bis das im Dezember 2011 eingereichte Referendum behandelt wird. Dies führte zu Mehrausgaben für den Kanton von 26,8 Mio. für den Betrieb der APH und 4,7 Mio. für die SMZ und Tagesheime.
- Sozialfürsorge, Überschreitung um 19,3 Mio. Franken oder 7,0% : Die Beiträge für die Sozialhilfempfangen liegen 14,9 Mio. und die Beiträge für Asylbewerber 1,3 Mio. höher als budgetiert. Diese Zunahmen - aufgrund steigender Aktivitäten - wurden teilweise durch zusätzliche Einnahmen kompensiert. Die Beiträge für den Beschäftigungsfonds sind ebenfalls höher als budgetiert (+2,7 Mio.). Dieser Anstieg wird durch eine Entnahme aus dem Fondsvermögen finanziert.
- Volkswirtschaft, Überschreitung um 2,5 Mio. Franken oder 6,3% : Die Überschreitung betrifft die Unterstützungsmassnahmen der KMU durch das Finanzkompetenzzentrum und der Winterkampagne von Wallis Tourismus. Diese Massnahmen wurden durch den Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft finanziert (2,4 Mio.).

### Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 123,5 Mio. Franken, was 2,5% höher ist als budgetiert (+3,0 Mio.). Ein entsprechender Betrag ist in den Erträgen aufgeführt.

Fast 90% dieser Beiträge betreffen die Direktzahlungen an die Landwirtschaft (109,4 Mio. Franken, +0,5 Mio.).

### Attributions aux financements spéciaux

Les attributions ordinaires aux financements spéciaux de 50,4 mios sont supérieures de 12,4 mios aux prévisions budgétaires. Elles sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 LGCAF.

L'évolution nette (attributions moins prélèvements) des financements spéciaux ordinaires est présentée à l'annexe 4, conjointement avec les attributions et prélèvements extraordinaires. Pour l'année 2012, l'évolution globale des fonds conduit à une augmentation de 14,3 mios.

Les principaux écarts par rapport au budget sont les suivants (voir annexe 4) :

- Sécurité publique : le domaine de la police du feu est autofinancé par les contributions des assurances. L'autofinancement est réalisé par les contributions de l'année et celles des années précédentes non utilisées. En 2012, le prélèvement sur le fonds constitué de ces contributions non utilisées est de 4,0 mios (+2,4 mios par rapport au budget) pour réaliser l'autofinancement. Le solde du fonds se monte à 1,5 mio après ce prélèvement ;
- Aménagement et environnement : la nouvelle teneur de l'art. 69 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques, modifiée dans le cadre du projet nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS), n'avait pas été prise en compte lors de l'élaboration du budget pour déterminer les attributions au fonds d'entretien des cours d'eau et au fonds de dommages non assurables ;
- Fonds RPLP : en application de la décision du Grand Conseil du 9 octobre 2008, la part non utilisée de la redevance sur les poids lourds de 1,4 mio est affectée à un fonds dans le but d'une utilisation ultérieure. L'évolution de ce fonds est présentée dans l'annexe 7 ;
- Fonds de soutien à l'économie : un montant de 7,2 mios a été prélevé sur ce fonds pour la poursuite du programme cantonal adopté par le Grand Conseil en juin 2009 (+2,8 mios par rapport au budget). Par domaine, le coût net des programmes en 2012 se présente ainsi : Programme de promotion énergétique : 1,8 mio ; Tourisme : 5,4 mios. Le décret étant arrivé à échéance à la fin de l'année, le montant non utilisé de 10,1 mios a été dissous comme prévu au budget. La part relative à la dissolution est considérée comme une recette extraordinaire ;
- Fonds de préfinancement des investissements et fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle : l'écart budgétaire est en relation avec les charges extraordinaires qui font l'objet de commentaires dans le chapitre relatif aux charges et revenus extraordinaires.

### Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die ordentlichen Einlagen in Spezialfinanzierungen belaufen sich auf 50,4 Mio. Franken, was eine Zunahme um 12,4 Mio. gegenüber dem Budget darstellt. Sie werden unter Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die gemäss Art. 9 FHG für den jeweiligen Fonds gelten.

Die Netto-Veränderung der ordentlichen Spezialfinanzierungen (Einlagen minus Entnahmen) sind in Anhang 4 zusammen mit den ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen zu finden. 2012 führt die Gesamtveränderung der Fonds zu einer Zunahme von 14,3 Mio. Franken.

Die wichtigsten Abweichungen gegenüber dem Budget sind folgende (siehe Anhang 4) :

- Öffentliche Sicherheit : Der Bereich Feuerpolizei ist durch die Beiträge der Versicherungen gedeckt. Die Selbstfinanzierung wird durch die Jahresbeiträge und die nicht verwendeten Vorjahresbeiträge erzielt. Im 2012 belief sich die Fondsentnahme aus nicht verwendeten Beiträgen auf 4,0 Mio. Franken (+2,4 Mio. gegenüber dem Budget), um die Selbstfinanzierung dieser Aufwendungen zu erreichen. Nach dieser Entnahme beträgt der Fondssaldo 1,5 Mio.
- Raumplanung und Umwelt : Der neue Wortlaut des Art. 69 des Gesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte, der im Rahmen der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) geändert wurde, ist bei der Budgetierung nicht berücksichtigt worden. Dies betrifft die Einlagen in den Fonds für den Unterhalt und in den Fonds für nicht versicherbare Elementarschäden.
- LSVA-Fonds : in Anwendung des Entscheids des Grossen Rates vom 9. Oktober 2008 wird der nicht verwendete Anteil an der Schwerverkehrsabgabe von 1,4 Mio. Franken zur späteren Verwendung einem Fonds zugewiesen. Die Entwicklung dieses Fonds geht aus Anhang 7 hervor.
- Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft : Zur Weiterführung des kantonalen Programms, das vom Grossen Rat im Juni 2009 verabschiedet wurde, ist dem Fonds ein Betrag von 7,2 Mio. Franken entnommen worden (+2,8 Mio. gegenüber dem Budget). Pro Bereich setzen sich die Nettokosten der Programme wie folgt zusammen : Energieförderungsprogramm : 1,8 Mio. ; Tourismus : 5,4 Mio. ; Das Dekret lief Ende des Jahres aus – der nicht verwendete Betrag von 10,1 Mio. wurde wie budgetiert aufgelöst. Dieser Anteil wurde als ausserordentlicher Ertrag verbucht.
- Fonds für Vorfinanzierung von Investitionen und Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts : Die Differenz zum Budget steht im Zusammenhang mit ausserordentlichen Aufwänden, die im Kapitel ausserordentliche Aufwände und Erträge kommentiert werden.

## Revenus d'exploitation

## Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'233.0	1'210.7	-22.3	-1.8%	41.9%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	40.5	69.9	29.4	72.5%	2.4%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	193.6	199.8	6.2	3.2%	6.9%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	685.6	680.5	-5.1	-0.7%	23.5%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collect. publiques	106.6	127.7	21.1	19.8%	4.4%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	442.1	449.4	7.4	1.7%	15.5%	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	120.5	123.5	3.0	2.5%	4.3%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux <sup>1</sup>	18.6	28.6	10.0	53.6%	1.0%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>2'840.5</b>	<b>2'890.1</b>	<b>49.7</b>	<b>1.7%</b>	<b>100.0%</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 2,9 mrd, supérieurs de 49,7 mios ou 1,7% au budget.

Der betriebliche Ertrag beläuft sich auf 2,9 Mia. Franken und ist um 49,7 Mio. oder 1,7% höher als budgetiert.

L'amélioration par rapport aux prévisions concerne pour l'essentiel les rubriques suivantes : les patentes et concessions (+29,4 mios), les dédommagements de collectivités publiques (+21,1 mios) et les prélèvements des financements spéciaux (+10,0 mios). A contrario, les recettes fiscales présentent des résultats inférieurs aux recettes planifiées (-22,3 mios). Y sont présentées ci-après les principales raisons de ces différentes variations.

Die Verbesserung zum Budget betrifft vor allem die folgenden Rubriken : Patente und Konzessionen (+29,4 Mio. Franken), Rückerstattungen von Gemeinwesen (+21,1 Mio.) und Entnahmen aus Spezialfinanzierungen (+10,0 Mio.). Dagegen liegen die Steuererträge tiefer als budgetiert (-22,3 Mio.). Nachfolgend werden die wesentlichen Gründe für diese Abweichungen aufgeführt.

### Impôts

Les recettes d'impôts atteignent 1,2 mrd, inférieures de 22,3 mios ou 1,8% au budget (cf. annexe 5).

### Steuern

Die Steuererträge betragen 1,2 Mia. Franken und liegen somit um 22,3 Mio. oder 1,8% unter dem Budget (siehe Anhang 5).

Alors que la baisse des impôts sur le bénéficiaire et le capital a été anticipée dans le cadre de l'élaboration du budget, les impôts sur le revenu et la fortune affichent, par rapport au compte 2011, une baisse de 0,2% (-1,5 mio), contrairement à la croissance de 5,7% (+44,1 mios) attendue au budget. La diminution observée n'est pas due à la conjoncture économique, plutôt résistante tout au long de l'année, mais plutôt à un recul des recettes de ce type d'impôts par rapport au budget, les taux de croissance ayant été revus à la baisse lors de l'établissement du compte 2012.

Während die Abnahme der Gewinn- und Kapitalsteuern im Rahmen des Budgets berücksichtigt wurde, nahmen die Einkommens- und Vermögenssteuern gegenüber der Rechnung 2011 um 0,2% ab (-1,5 Mio. Franken) – budgetiert war eine Zunahme um 5,7% (+44,1 Mio.). Die Abnahme hat nichts mit der Wirtschaftslage zu tun, die das ganze Jahr über eher stabil war, sondern vielmehr mit dem Ertragsrückgang bei diesen Steuerarten gegenüber dem Budget ; die Wachstumsrate wurde bei der Erstellung der Rechnung 2012 nach unten korrigiert.

Le recul des impôts sur les personnes physiques (-45,6 mios) a partiellement été compensé par les impôts sur les gains en capital et les droits de mutation et de timbre. Agrégées, ces deux recettes fiscales affichent des résultats de 122,6 mios, soit 16,5 mios de plus que

Der Rückgang bei den Steuern der natürlichen Personen (-45,6 Mio. Franken) wurde durch die Vermögensgewinnsteuern und die Vermögensverkehrssteuern teilweise ausgeglichen. Zusammengefasst liegen die beiden Steuereinnahmen bei 122,6 Mio., das heisst,



les estimations budgétaires (+15,5%). La bonne résistance du domaine de l'immobilier notamment peut expliquer des revenus supérieurs aux attentes.

Enfin, le dernier important écart budgétaire provient de l'impôt spécial sur les forces hydrauliques (+6,6 mios ou +8,0%). Il s'explique par une hydrologie 2012 supérieure à la moyenne.

### Patentes, concessions

Les recettes pour les patentes et concessions se montent à 69,9 mios, supérieures de 29,4 mios ou 72,5% au budget.

L'écart budgétaire provient principalement de la part cantonale au bénéfice net de la BNS, laquelle s'est élevée à 26,2 mios. A l'heure de l'élaboration du budget, l'exacte teneur de la nouvelle convention, prévoyant la distribution d'un milliard par année à la Confédération et aux cantons pour les exercices 2011 à 2015 de la BNS, n'était pas connue. Par prudence, aucune recette n'avait alors été budgétisée.

Le solde de l'écart budgétaire s'explique en grande partie par la part du canton aux bénéfices de la Loterie Romande. En effet, celle-ci s'est avérée supérieure de 2,1 mios aux prévisions budgétaires, pour atteindre 28,1 mios. A noter que la part non utilisée de cette recette de 1,8 mio a été affectée au fonds de financement spécial en vue d'une utilisation ultérieure.

Les autres patentes et concessions, composées notamment des redevances du Rhône (7,2 mios) et de la vente de permis de chasse et de pêche (3,1 mios), correspondent globalement aux attentes budgétaires.

### Contributions

Les contributions atteignent 199,8 mios. Elles sont supérieures de 6,2 mios ou 3,2% au budget.

Ces recettes se répartissent en 81,6 mios d'émoluments, 44,5 mios de dédommagements de tiers, 30,3 mios de redevances et autres contributions, 11,1 mios de ventes, 13,7 mios d'amendes, 1,6 mio de taxes d'hébergement, 8,8 mios d'écolages et 5,1 mios de prestations internes d'investissement.

Les recettes supplémentaires proviennent essentiellement des émoluments (+6,6 mios), des dédommagements de tiers (+2,2 mios), des amendes (+1,9 mio) et de la rubrique « autres redevances » (+1,6 mio). A contrario, les contributions de remplacement, les écolages et les ventes présentent un écart négatif par rapport au budget et ce, de l'ordre de respectivement 2,2 mios, 1,4 mio et 1,2 mio. Si les principales augmentations (+12,2 mios au total pour les Offices des poursuites et faillites et le Service administratif et juridique du DTEE) s'expliquent par un accroissement du volume des affaires, les différentes diminutions (par exemple, le Service de la sécurité civile et militaire, le Service

16,5 Mio. höher als budgetiert (+15,5%). Die Stabilität insbesondere im Immobilienbereich erklärt die höheren Erträge.

Die letzte grosse Abweichung zum Budget ist auf die Wasserkraftsteuer zurückzuführen (+6,6 Mio. Franken oder +8,0%). Dies erklärt sich durch überdurchschnittliche Niederschläge im Jahr 2012.

### Patente und Konzessionen

Die Einnahmen bei den Patenten und Konzessionen betragen 69,9 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget einer Zunahme um 29,4 Mio. oder 72,5% entspricht.

Diese Abweichung ist vor allem auf den Kantonsanteil am Reingewinn der SNB zurückzuführen, der sich auf 26,2 Mio. Franken beläuft. Bei der Ausarbeitung des Budgets war der genaue Wortlaut der neuen Vereinbarung nicht bekannt, welche vorsieht, dass die SNB für die Geschäftsjahre 2011 bis 2015 jährlich 1 Mia. an Bund und Kantone ausschüttet. Vorsichtshalber wurde kein Ertrag budgetiert.

Die Abweichung zum Budget ist grösstenteils auf den Anteil des Kantons an den Gewinnen der Loterie Romande zurückzuführen. Dieser ist um 2,1 Mio. Franken höher ausgefallen als budgetiert und beläuft sich auf 28,1 Mio. Der nicht verwendete Anteil dieser Einnahme von 1,8 Mio. wurde dem Spezialfinanzierungsfonds für spätere Verwendungen zugewiesen.

Die anderen Patente und Konzessionen, zusammengesetzt aus den Wasserzinsen der Rhone (7,2 Mio. Franken) und dem Verkauf von Jagd- und Fischerpatenten (3,1 Mio.), entspricht global betrachtet dem Budget.

### Entgelte

Die Entgelte belaufen sich auf 199,8 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget einer Zunahme um 6,2 Mio. oder 3,2% entspricht.

Diese Einnahmen verteilen sich auf 81,6 Mio. Franken Gebühren, 44,5 Mio. Rückerstattungen Dritter, 30,3 Mio. Benützungsgebühren und andere Entgelte, 11,1 Mio. Verkäufe, 13,7 Mio. Bussen, 1,6 Mio. Beherbergungstaxen, 8,8 Mio. Schulgelder und 5,1 Mio. Eigenleistungen für Investitionen.

Die zusätzlichen Erträge sind vor allem auf die Gebühren (+6,6 Mio. Franken), die Rückerstattungen Dritter (+2,2 Mio.), die Bussen (+1,9 Mio.) und die Rubrik « Andere Benützungsgebühren » (+1,6 Mio.) zurückzuführen. Dagegen liegen die Ersatzabgaben (-2,2 Mio.), die Schulgelder (-1,4 Mio.) und die Verkäufe (-1,2 Mio.) tiefer als budgetiert. Die grössten Zunahmen (+12,2 Mio. insgesamt für die Betriebs- und Konkursämter sowie den Verwaltungs- und Rechtsdienst des DVBU) sind auf eine Steigerung des Geschäftsvolumens zurückzuführen. Die verschiedenen Abnahmen (z.B. bei der Dienststelle für zivile Sicherheit und Militär, der Dienststelle für Strassen- und Flussbau)

des routes et des cours d'eau) sont la traduction d'un recul de certaines recettes par rapport au budget.

Pour ce qui est du Service administratif et juridique du DTEE, il est important de relever ici que l'adoption de l'initiative « pour en finir avec la construction envahissante de résidences secondaires » a engendré un accroissement massif des demandes d'autorisations de construire (4'999 dossiers traités en 2012 contre 3'473 en 2011) et des émoluments y relatifs.

#### Parts à des recettes/contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élèvent à 680,5 mios, inférieures de 5,1 mios ou 0,7% au budget (annexe 6).

Cet écart par rapport au budget s'explique par le résultat de l'impôt fédéral direct, pour l'essentiel, et la part cantonale à la RPLP, pour le reste. En effet, alors que la majorité des parts cantonales aux recettes fédérales affichent des résultats très proches de celles budgétisées, oscillant entre +0,7 mio pour les droits perçus sur les carburants et -0,3 mio pour la péréquation des ressources, le résultat de l'impôt fédéral direct présente une diminution de 4,7 mios et la part cantonale à la RPLP un montant diminué de 1,6 mio par rapport au budget. Ce recul confirme la tendance observée à la Confédération lors de la clôture du compte 2012 et résulte, selon le communiqué de la Confédération de février 2013, d'un effet de base et d'une croissance économique moins bonne que prévue.

#### Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques atteignent 127,7 mios, supérieurs de 21,1 mios ou 19,8% aux prévisions budgétaires. Ces revenus proviennent pour 36,8 mios de la Confédération, pour 61,6 mios des cantons, et pour 29,3 mios des communes.

L'écart observé par rapport au budget s'explique essentiellement par les variations observées dans le domaine de l'action sociale (+17,2 mios ou +55,2%). Ces dernières proviennent :

- d'une part, de l'augmentation des forfaits versés par la Confédération pour l'aide et le suivi des demandeurs d'asile et réfugiés reconnus (+11,4 mios) ;
- et, d'autre part, de recettes communales plus importantes qu'escomptées (+6,0 mios), en lien avec l'augmentation des subventions versées et la non-entrée en vigueur des nouvelles dispositions pour les secteurs de la santé et du social décidées dans le cadre du projet RPT II-VS (pour rappel: clé de répartition des frais budgétisée : 70% canton/30% communes) suite au référendum.

#### Subventions acquises

Les subventions acquises représentent 449,4 mios soit 7,4 mios ou 1,7% de plus que le budget. L'évolution de cette rubrique est détaillée dans l'annexe 8.

hänger mit dem Rückgang gewisser Erträge gegenüber dem Budget zusammen.

Beim Verwaltungs- und Rechtsdienst des DVBU ist erwähnenswert, dass die Annahme der Initiative « Schluss mit uferlosem Bau von Zweitwohnungen » zu einer starken Zunahme der Baueingaben und entsprechenden Gebühren geführt hat. Im Jahr 2012 wurden 4'999 Dossiers behandelt gegenüber 3'473 im Jahr 2011.

#### Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 680,5 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget einer Abnahme um 5,1 Mio. oder 0,7% entspricht (siehe Anhang 6).

Diese Abweichung zum Budget ist hauptsächlich auf die direkte Bundessteuer und den Kantonsanteil an der LSVA zurückzuführen. Während die Kantonsanteile an den Bundeseinnahmen nahe beim Budget liegen (+0,7 Mio. Franken für die Treibstoffzölle und -0,3 Mio. für den Ressourcenausgleich), nimmt die direkte Bundessteuer um 4,7 Mio. ab und der Kantonsanteil an der LSVA schrumpft gegenüber dem Budget um 1,6 Mio. Dieser Rückgang bestätigt die beim Bund beobachtete Tendenz beim Rechnungsabschluss 2012 und ist zurückzuführen, wie der Bund im Februar 2013 mitteilte, auf einen Basiseffekt und ein tieferes Wirtschaftswachstum als angenommen.

#### Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen sich auf 127,7 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 21,1 Mio. oder 19,8% entspricht. 36,8 Mio. dieser Einnahmen stammen vom Bund, 61,6 Mio. von den Kantonen und 29,3 Mio. von den Gemeinden.

Die Abweichung gegenüber dem Budget ist hauptsächlich auf die Entwicklung im Sozialwesen zurückzuführen (+17,2 Mio. Franken oder +55,2%). Diese resultieren :

- einerseits aus den vom Bund gewährten Pauschalbeiträgen für die Aufnahme und Betreuung der Asylbewerber und anerkannten Flüchtlinge (+11,4 Mio.)
- und andererseits aufgrund gestiegener Gemeindeerträge (+6,0 Mio.). Dies ist zurückzuführen auf höhere Beiträge und dem Nichtinkrafttreten (Referendum) der neuen Bestimmungen für das Gesundheits- und Sozialwesen im Rahmen des Projekts NFA II-VS (Verteilschlüssel der budgetierten Kosten : 70% Kanton / 30% Gemeinden).

#### Beiträge für die eigene Rechnung

Die Beiträge für die eigene Rechnung belaufen sich auf 449,4 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 7,4 Mio. oder 1,7% entspricht. Die Veränderung dieser Rubrik ist im Anhang 8 detailliert aufgeführt.

Globalement, l'évolution de ce compte est liée à l'évolution des dépenses. A ce titre, il sied de rappeler que :

- les subventions fédérales (199,7 mios) servent principalement à financer :  
la réduction des primes d'assurance-maladie (84,0 mios, -2,3 mios);  
les prestations complémentaires AVS/AI (33,8 mios, -0,3 mio);  
et la formation professionnelle (25,2 mios, -1,2 mio),
- les subventions communales se montent à 232,6 mios, en augmentation de 12,6 mios ou 5,7% par rapport au budget. Cet écart résulte principalement de la non-entrée en vigueur des dispositions RPT II-VS pour les secteurs santé et social (cf. point précédent).

Les subventions des propres établissements sont également en augmentation et s'élèvent à 9,6 mios (+1,8 mio par rapport au budget).

### **Subventions à redistribuer**

Les subventions à redistribuer se montent à 123,5 mios, légèrement supérieures au budget (+3,0 mios).

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent de la Confédération pour 117,0 mios, essentiellement pour les paiements directs dans l'agriculture (109,4 mios). Des subventions à redistribuer proviennent également des cantons (6,5 mios) pour la formation tertiaire.

### **Prélèvements sur les financements spéciaux**

Les prélèvements sur les financements spéciaux de 28,6 mios sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 de la LGCAF.

L'écart positif de 10,0 mios s'explique par des prélèvements sur différents fonds supérieurs au budget tels que notamment les prélèvements au fonds de soutien à l'économie (+2,8 mios), au fonds spécial « police du feu » (+2,4 mios) et au fonds de l'emploi (+2,6 mios).

Cette Zunahme hängt insgesamt mit der Entwicklung der Ausgaben zusammen. Hier gilt es, folgendes festzuhalten :

- Die Bundesbeiträge (199,7 Mio. Franken) dienen hauptsächlich zur Finanzierung :  
der Krankenkassenprämienverbilligungen (84,0 Mio., -2,3 Mio.);  
der AHV/IV-Ergänzungsleistungen (33,8 Mio., -0,3 Mio.);  
und der Berufsbildung (25,2 Mio., -1,2 Mio.),
- Die Gemeindebeiträge belaufen sich auf 232,6 Mio. Franken, was um 12,6 Mio. oder um 5,7% höher ist als budgetiert. Diese Abweichung ist hauptsächlich auf das Nichtinkrafttreten der NFA II-VS im Gesundheits- und Sozialwesen zurückzuführen (siehe vorhergehenden Punkt).

Die Beiträge für die eigenen Anstalten nehmen ebenfalls zu und belaufen sich auf 9,6 Mio. Franken (+1,8 Mio. gegenüber dem Budget).

### **Durchlaufende Beiträge**

Die durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 123,5 Mio. Franken und sind leicht höher als budgetiert (+3,0 Mio.).

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. 117,0 Mio. Franken stammen vom Bund, vor allem für die Direktzahlungen an die Landwirtschaft (109,4 Mio.). Für die tertiäre Bildung überweisen die Kantone ebenfalls durchlaufende Beiträge (6,5 Mio.).

### **Entnahmen aus Spezialfinanzierungen**

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen von 28,6 Mio. Franken wurden unter Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die gemäss Art. 9 FHG für die jeweiligen Fonds gelten.

Die Zunahme von 10,0 Mio. Franken gegenüber dem Budget ist auf die höheren Entnahmen aus verschiedenen Fonds zurückzuführen wie beispielsweise dem Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft (+2,8 Mio.), dem Spezialfonds für Feuerpolizei (+2,4 Mio.) und dem Beschäftigungsfonds (+2,6 Mio.).

## Charges et revenus financiers

## Finanzaufwand und -ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Charges financières</b>					<b>Finanzaufwand</b>
32 Intérêts passifs	20.2	36.6	36.4	-0.2	32 Passivzinsen
<b>Revenus financiers</b>					<b>Finanzertrag</b>
42 Revenus des biens	40.3	51.5	58.5	7.0	42 Vermögenserträge
<b>Résultat d'activités de financement</b>	<b>20.1</b>	<b>14.9</b>	<b>22.1</b>	<b>7.2</b>	<b>Ergebnis aus Finanzierung</b>

Les charges et revenus financiers dégagent un excédent de revenus de 22,1 mios, supérieur de 7,2 mios au budget.

### Charges financières

Les intérêts passifs s'élèvent à 36,4 mios, ce qui correspond à une diminution de 0,2 mio ou 0,6% en comparaison avec le budget 2012.

D'un montant de 32,2 mios au compte 2012 (-0,1 mio par rapport au budget), les intérêts sur les dettes à moyen et long terme constituent la majeure partie des charges financières. La forte augmentation de ces dépenses par rapport au compte 2011 (+15,9 mios) est la conséquence, comme annoncés dans le cadre du budget, de la 2<sup>e</sup> phase de la recapitalisation de CPVAL, ainsi que du régime transitoire lié au passage à la primauté des cotisations. L'abaissement du taux d'intérêt sur la dette a permis de compenser partiellement ces augmentations de charges.

### Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 58,5 mios, en augmentation de 7,0 mios de francs ou de 13,5% par rapport au budget.

Cette augmentation provient principalement des revenus sur le placement du patrimoine financier (+3,7 mios), des participations permanentes du patrimoine administratif (+2,0 mios), ainsi que des immeubles du patrimoine administratif (+1,1 mio).

Aus dem Finanzaufwand und -ertrag resultiert ein Ertragsüberschuss von 22,1 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 7,2 Mio. entspricht.

### Finanzaufwand

Die Passivzinsen betragen 36,4 Mio. Franken und sind gegenüber dem Budget um 0,2 Mio. oder um 0,6% tiefer ausgefallen.

Mit einem Betrag von 32,2 Mio. Franken in der Rechnung 2012 (-0,1 Mio. gegenüber dem Budget) machen die Zinsen der mittel- und langfristigen Schulden den grössten Teil des Finanzaufwands aus. Die starke Zunahme dieses Aufwands im Vergleich zur Rechnung 2011 (+15,9 Mio.) ist auf die im Budget erwähnte zweite Phase der Rekapitalisierung der PKWAL sowie auf die Übergangsregelung zum Beitragsprimat zurückzuführen. Dank der Senkung der Schuldzinssätze konnte der höhere Aufwand teilweise ausgeglichen werden.

### Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 58,5 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget eine Zunahme um 7,0 Mio. oder um 13,5% bedeutet.

Diese Zunahme ist vor allem auf die Erträge der Anlagen des Finanzvermögens (+3,7 Mio. Franken), der dauernden Beteiligungen des Verwaltungsvermögens (+2,0 Mio.) und der Liegenschaften des Verwaltungsvermögens (+1,1 Mio.) zurückzuführen.

## Charges et revenus extraordinaires    Ausserordentliche Aufwände und Erträge

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Charges extraordinaires</b>					<b>Ausserordentliche Aufwände</b>
33 Amort. du patrimoine administratif	118.1	24.7	38.2	13.4	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
36 Subventions accordées	16.5	-	0.4	0.4	36 Eigene Beiträge
38 Attributions aux financ. spéciaux <sup>1</sup>	79.0	-	5.0	5.0	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
38 Attributions préfinancement des dép. <sup>2</sup>	26.6	-	16.8	16.8	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanz. <sup>2</sup>
<b>Revenus extraordinaires</b>					<b>Ausserordentliche Erträge</b>
46 Subventions acquises	11.4	-	0.8	0.8	46 Beiträge für die eigene Rechnung
48 Prélèvement financements spéciaux <sup>1</sup>	-	10.0	10.1	0.1	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
48 Prélèvement préfinancements des inv. <sup>2</sup>	21.1	-	19.3	19.3	48 Entnahmen Vorfinanz. von Investitionen <sup>2</sup>
<b>Résultat d'activités extraordinaires</b>	<b>-207.7</b>	<b>-14.7</b>	<b>-30.2</b>	<b>-15.5</b>	<b>Ausserordentliches Ergebnis</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>2</sup> LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

<sup>2</sup> FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Les charges et revenus extraordinaires dégagent un excédent de charges de 30,2 mios.

Les charges et revenus extraordinaires comprennent le subventionnement du solde des travaux de remise en état suite aux intempéries des 9 et 10 octobre 2011, ainsi que les amortissements supplémentaires et les attributions et prélèvements aux financements spéciaux présentés ci-après.

### Amortissements supplémentaires

La loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers (LGCAF) mentionne à l'article 14 que des amortissements supplémentaires doivent être opérés dans la mesure où la situation financière et la conjoncture le permettent. Au compte 2012, des amortissements supplémentaires ont été comptabilisés pour 38,2 mios. Ils ont été calculés selon les mêmes méthodes que les années précédentes :

- provision sur les prêts conditionnellement remboursables de 9,6 mios, calculée sur le 100% des prêts accordés en 2012 ;
- amortissement pour 28,6 mios des participations aux investissements de tiers par anticipation des recommandations du modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2), lequel recommande d'amortir intégralement les investissements de l'année.

### Subventions accordées et subventions acquises

Les subventions extraordinaires concernent le solde des intempéries des 9 et 10 octobre 2011 (subventions versées 0,4 mio et subventions acquises 0,8 mio).

Aus den ausserordentlichen Aufwänden und Erträgen geht ein Aufwandüberschuss von 30,2 Mio Franken hervor.

Die ausserordentlichen Aufwände und Erträge beinhalten die Beiträge für die Instandstellungsarbeiten infolge der Unwetterschäden vom 9. und 10. Oktober 2011, die zusätzlichen Abschreibungen sowie die Einlagen und Entnahmen bei den Spezialfinanzierungen, die nachfolgend präsentiert werden.

### Zusätzliche Abschreibungen

Das Gesetz über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) hält in Artikel 14 fest, dass zusätzliche Abschreibungen vorzunehmen sind, soweit es die Finanz- und Wirtschaftslage erlaubt. In der Rechnung 2012 wurden zusätzliche Abschreibungen von 38,2 Mio. Franken verbucht. Sie wurden nach derselben Methode wie in den Vorjahren berechnet :

- eine Wertberichtigung auf den bedingt rückzahlbaren Darlehen von 9,6 Mio., gerechnet auf 100% der im Jahr 2012 gewährten Darlehen ;
- eine Abschreibung auf den Beteiligungen an Investitionen Dritter von 28,6 Mio., die im Hinblick auf die Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells der Kantone und Gemeinden (HRM2) vorgenommen wurde. Dieses Modell empfiehlt, die jährlichen Investitionen vollständig abzuschreiben.

### Eigene Beiträge und Beiträge für die eigene Rechnung

Die ausserordentlichen Beiträge betreffen die Unwetterschäden vom 9. und 10. Oktober 2011 (0,4 Mio. Franken eigene Beiträge und 0,8 Mio. Beiträge für die eigene Rechnung).

### Attributions aux financements spéciaux

Les attributions aux financements spéciaux concernent l'alimentation de 5 mio au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle en application de l'art. 3 de la loi y relative qui prévoit l'affectation de tout ou partie de l'excédent de revenus du compte, à la condition qu'il ne s'ensuit pas une insuffisance de financement au compte de l'Etat.

### Préfinancement des investissements

Les fonds de préfinancement des investissements ont été prévus par l'article 22 de la LGCAF: «Si les moyens prévus dans le budget d'investissement pour une acquisition ou la réalisation d'un projet défini dans les mandats de prestations ne sont pas totalement utilisés à la fin d'un exercice comptable, ceux-ci peuvent être affectés à un compte de financement spécial dans le but d'un préfinancement des dépenses. Le prélèvement sur le compte de financement spécial intervient lorsque l'acquisition ou le projet est mis en œuvre ou supprimé des mandats de prestations. Les comptes de financement spéciaux sont dans tous les cas limités à la période de compensation de trois ans par projet.»

Le compte 2012 enregistre des attributions de 16,0 mio pour des projets non réalisés et de 0,8 mio pour le solde des conventions-programmes dans le domaine des forêts. Les prélèvements en 2012 se montent à 19,3 mio, dont 14,6 mio pour des projets budgétisés les années précédentes et réalisés, et 4,7 mio pour des projets échus ou abandonnés. L'ensemble des fonds de préfinancement des investissements représente 42,3 mio à fin 2012, en diminution de 3,3 mio par rapport à 2011. Le détail est présenté à l'annexe 9.

### Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die Einlagen in Spezialfinanzierungen betreffen eine Einlage von 5 Mio. Franken in den Spezialfinanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts gemäss Art. 3 des entsprechenden Gesetzes, das vorsieht, dass der Ertragsüberschuss ganz oder teilweise zugewiesen wird, sofern daraus kein Finanzierungsfehlbetrag in der Staatsrechnung resultiert.

### Vorfinanzierung der Investitionen

Der Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen sieht in Artikel 22 FHG vor: «Wurden die im Investitionsbudget vorgesehenen Geldmittel zur Beschaffung oder zur Realisierung der in den Leistungsaufträgen festgelegten Vorhaben auf Ende des Rechnungsjahres nicht voll ausgeschöpft, können sie im Sinne einer Vorfinanzierung einem Spezialfinanzierungskonto zugewiesen werden. Die Entnahme aus dem Spezialfinanzierungskonto erfolgt mit der tatsächlichen Beschaffung oder Verwirklichung der Leistung oder durch deren Verzicht im Leistungsauftrag. Die Spezialfinanzierungskonti sind in jedem Fall auf eine Ausgleichsperiode von drei Jahren pro Projekt beschränkt.»

Die Rechnung 2012 verzeichnet Einlagen von 16,0 Mio. Franken für nicht realisierte Projekte und Einlagen von 0,8 Mio. für die Programmvereinbarungen im Forstwirtschaftsbereich. 2012 belaufen sich die Entnahmen auf 19,3 Mio., wovon 14,6 Mio. auf budgetierte und umgesetzte Projekte der Vorjahre und 4,7 Mio. auf verfallene oder vorzeitig beendete Projekte entfallen. Ende 2012 betragen die Vorfinanzierungen von Investitionen gesamthaft 42,3 Mio., was 3,3 Mio. weniger ist als in der Rechnung 2011. Das Detail geht aus dem Anhang 9 hervor.

## Compte des investissements

## Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Investissements nets par catégorie</b>	<b>228.0</b>	<b>183.9</b>	<b>181.1</b>	<b>-2.8</b>	<b>Netto-Investitionen pro Kategorie</b>
Investissements de l'Etat	108.1	99.1	96.1	-3.1	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	113.2	80.9	81.8	0.9	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	6.7	3.8	3.3	-0.5	Darlehen und dauernde Beteiligungen
<b>Dépenses</b>	<b>532.2</b>	<b>543.1</b>	<b>503.2</b>	<b>-39.9</b>	<b>Ausgaben</b>
50 Investissements propres	307.7	364.9	314.0	-50.8	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	51.2	45.3	44.8	-0.6	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	149.5	114.6	120.2	5.6	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.8	18.3	24.2	5.9	57 Durchlaufende Beiträge
<b>Recettes</b>	<b>304.1</b>	<b>359.2</b>	<b>322.1</b>	<b>-37.1</b>	<b>Einnahmen</b>
60 Transferts au patrimoine financier	0.4	-	0.6	0.6	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	44.5	41.5	41.5	-0.0	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.4	0.2	0.6	0.5	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	235.0	299.3	255.2	-44.1	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.8	18.3	24.2	5.9	67 Durchlaufende Beiträge
<b>Investissements nets</b>	<b>228.0</b>	<b>183.9</b>	<b>181.1</b>	<b>-2.8</b>	<b>Netto-Investitionen</b>

Les investissements nets atteignent 181,1 mios, soit 2,8 mios ou 1,5% de moins que les prévisions budgétaires.

Durant l'exercice, des crédits supplémentaires ont été accordés pour 1,2 mio net (2,2 mios bruts) qui ont porté le budget initial de 182,7 mios à 183,9 mios.

Depuis le compte 2012, les investissements ne comprennent plus les subventions aux investissements hospitaliers (de plus de 20 mios au compte 2011). Ces derniers sont intégrés dans le calcul du financement forfaitaire SwissDRG selon le nouveau mode de financement des soins. De même, les subventions différentielles, par exemple pour les constructions scolaires et la correction des cours d'eau, n'existent plus. Le niveau d'investissement est donc difficilement comparable. A relever toutefois qu'il est largement supérieur à la moyenne de la période 2005 à 2011 (169 mios y compris les investissements hospitaliers et les subventions différentielles).

Au niveau brut, les dépenses d'investissement se montent à 503,2 mios, soit 39,9 mios ou 7,3% en dessous des prévisions budgétaires. Comme les années précédentes, ces dépenses concernent pour plus de 37% des subventions et des prêts aux investissements de tiers.

Die Netto-Investitionen belaufen sich auf 181,1 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Abnahme um 2,8 Mio. oder um 1,5% entspricht.

Während des Rechnungsjahres genehmigte der Grosse Rat Nachtragskredite in Höhe von 1,2 Mio. Franken netto (2,2 Mio. brutto), was das Budget von anfänglich 182,7 Mio. auf 183,9 Mio. ansteigen liess.

In der Rechnung 2012 sind die Spitalinvestitionen nicht mehr enthalten (über 20 Mio. Franken in der Rechnung 2011). Sie sind gemäss der neuen Pflegefinanzierung in der Pauschalfinanzierung SwissDRG integriert. Auch die abgestufte Subventionierung - zum Beispiel für die Schulhausbauten und die Korrektur von Wasserläufen - sind nicht mehr enthalten. Ein Vergleich des Investitionsniveaus zum Vorjahr ist deshalb schwierig. Es gilt jedoch festzuhalten, dass die Investitionen weitaus höher liegen als im Durchschnitt der Jahre 2005 bis 2011 (169 Mio. inklusive Spitalinvestitionen und abgestufte Subventionierung).

Die Brutto-Investitionen belaufen sich auf 503,2 Mio. Franken und sind um 39,9 Mio. oder um 7,3% tiefer ausgefallen als budgetiert. Wie in den Vorjahren entfallen mehr als 37% auf Beiträge und Darlehen für Investitionen Dritter.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir annexes 10, 11 et 12). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

### Investissements de l'Etat

En 2012, l'Etat a investi 96,1 millions nets pour ses infrastructures, soit 3,1 millions ou 3,1% de moins que les prévisions budgétaires (voir annexe 10).

Le volume brut de 314,0 millions comprend 75% de routes (236,9 millions), 11% de bâtiments (33,8 millions), 7% de travaux de correction du Rhône (20,5 millions) et 7% de mobilier et équipement (22,8 millions). Cette répartition correspond à celle des années précédentes.

Ce volume brut est inférieur de 50,8 millions ou 13,9% au montant budgétisé. Le reliquat provient principalement de l'Office de construction des routes nationales. Dans le budget de l'OFROU, dont l'approbation définitive par la Confédération se fait près de six mois après celle du budget cantonal, des coupes budgétaires ont été appliquées sur différents tronçons (en particulier pour le tronçon Viège Ouest – Viège Est -25 millions). Par ailleurs, les travaux pour le tunnel de Viège n'ont pas pu débuter comme prévu (-12 millions). Néanmoins, l'objectif budgétaire 2012 de l'OFROU a été atteint.

En ce qui concerne le Rhône, des travaux de sécurisation ont dû être entrepris au-delà des prévisions budgétaires (+2,1 millions bruts), dont certains entièrement à charge du canton.

Les principaux investissements en bâtiments ont été effectués pour les salles de gym des écoles professionnelles (19,1 millions bruts), l'école d'agriculture de Châteauneuf (2,8 millions bruts), la Médiathèque (2,0 millions bruts) et l'Ecole préprofessionnelle de Saint-Maurice (1,7 million brut). Dans les autres investissements, un montant de 5,3 millions brut a été investi pour le projet Polycom, 1,7 million pour le projet de modernisation de l'informatique du Service cantonal des contributions et 1,0 million pour le projet d'informatisation des registres fonciers «RF 2020».

### Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent au net à 81,8 millions en adéquation avec le budget (+0,9 million ou 1,1%) (voir annexe 11).

Le compte 2012 est influencé par la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II-VS). Comme déjà précisé précédemment, les investissements 2012 ne comprennent plus les subventions aux investissements hospitaliers. Les subventions différentielles qui concernaient notamment les constructions scolaires ou la correction des cours d'eau, ont également été supprimées.

Die Tabellen im Anhang präsentieren die gesamten Brutto- und Netto-Investitionen pro Bereich (siehe Anhänge 10, 11 und 12). Die Hauptinvestitionsprojekte werden nachfolgend pro Kategorie kommentiert.

### Investitionen des Staates

2012 investierte der Staat 96,1 Mio. Franken netto in seine Infrastrukturen, das heisst, 3,1 Mio. oder 3,1% weniger als budgetiert (siehe Anhang 10).

Das Brutto-Volumen von 314,0 Mio. Franken setzt sich wie folgt zusammen: 75% Strassen (236,9 Mio.), 11% Hochbau (33,8 Mio.), 7% Rhonekorrektur (20,5 Mio.) und 7% Mobiliar und Maschinen (22,8 Mio.). Diese Zusammensetzung entspricht derjenigen der Vorjahre.

Die Brutto-Investitionen sind gegenüber dem Budget um 50,8 Mio. Franken oder um 13,9% tiefer ausgefallen. Der Restbetrag hängt vor allem mit dem Amt für Nationalstrassenbau zusammen. Das Budget des Bundesamtes für Strassen (ASTRA), das erst rund sechs Monate nach dem Kantonsbudget definitiv vom Bund genehmigt wurde, ist für verschiedene Streckenabschnitte gekürzt worden (vor allem beim Streckenabschnitt Visp West – Visp Ost, -25 Mio.). Zudem konnten die Arbeiten am Tunnel von Visp nicht wie geplant anlaufen (-12 Mio.). Dennoch wurde die Budgetvorgabe 2012 des ASTRA erreicht.

Bei der Rhone mussten Sicherungsarbeiten ausgeführt werden, die über dem Budget lagen (+2,1 Mio. Franken brutto), davon gehen einige ganz zulasten des Kantons.

Die grössten Bauinvestitionen wurden für die Turnhallen der Berufsschulen (19,1 Mio. Franken brutto), die Landwirtschaftsschule Châteauneuf (2,8 Mio. brutto), die Mediathek (2,0 Mio. brutto) und die Schule für Berufsvorbereitung in Saint-Maurice (1,7 Mio. brutto) getätigt. Unter der Rubrik «Andere Investitionen» entfallen brutto 5,3 Mio. auf das Projekt Polycom, 1,7 Mio. auf das Modernisierungsprojekt der Informatik der Kantonalen Steuerverwaltung und 1,0 Mio. auf das Informatikprojekt der Grundbuchämter «GB 2020».

### Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 81,8 Mio. Franken netto, was mit dem Budget übereinstimmt (+0,9 Mio. oder 1,1%) (siehe Anhang 11).

Die Rechnung 2012 wird durch die neue Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) beeinflusst. Wie bereits vorgängig präzisiert wurde, beinhalten die Investitionen 2012 die Spitalinvestitionsbeiträge nicht mehr. Die abgestufte Subventionierung, die vor allem die Schulhausbauten und die Korrektur der Wasserläufe betraf, wurde ebenfalls abgeschafft.



En brut, l'Etat du Valais a enregistré 144,4 mios de participations en faveur des tiers pour leurs investissements, soit 11,5 mios ou 8,7% de plus que prévu au budget. Le principal dépassement concerne l'énergie (brut 10,3 mios, +5,6 mios). Ces subventions comprennent les subventions fédérales redistribuées de 5,8 mios pour le programme national relatif à l'assainissement de l'enveloppe des bâtiments, qui n'avaient fait l'objet d'une budgétisation ni en charges ni en recettes.

Les autres dépassements sont financés par les prélèvements sur les fonds de préfinancement des investissements pour 14,6 mios. Un prélèvement de 1,8 mio sur le fonds de soutien à l'économie a également financé la poursuite des programmes de promotion énergétique.

Les participations aux investissements de tiers les plus importantes sont faites pour le domaine de l'aménagement et environnement avec principalement les forêts (38,3 mios bruts, -0,9 mio) et les corrections des torrents (14,5 mios, +2,0 mios), deux secteurs liés par des conventions-programmes de la Confédération.

#### **Prêts et participations permanentes**

Les prêts et participations permanentes représentent, au net, 3,3 mios, soit 0,5 mio de moins que le budget (voir annexe 12).

L'Etat a octroyé 44,8 mios de prêts en 2012, soit 0,6 mio de moins que les prévisions budgétaires. L'écart provient des prêts d'études et des crédits forestiers.

Des remboursements pour 41,5 mios ont été encaissés durant l'année 2012. Les montants ainsi libérés sont à disposition pour de nouveaux prêts.

Der Staat Wallis verbuchte 144,4 Mio. Franken brutto für die Beteiligungen an Investitionen Dritter, das heisst, 11,5 Mio. oder 8,7% mehr als budgetiert. Die Überschreitung betrifft vor allem den Bereich Energie (10,3 Mio. brutto, +5,6 Mio.). Die Beiträge beinhalten die durchlaufenden Bundesbeiträge von 5,8 Mio. für das schweizerische Programm für energetische Gebäudesanierungen, die weder in den Ausgaben noch in den Einnahmen budgetiert wurden.

Die anderen Budgetüberschreitungen wurden mit Entnahmen aus dem Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen in Höhe von 14,6 Mio. Franken finanziert. Mit einer Entnahme von 1,8 Mio. aus dem Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft konnten die Energieförderungsprogramme weiter finanziert werden.

Die wichtigsten Beteiligungen an Investitionen Dritter betreffen im Bereich Raumplanung und Umwelt vor allem die Wälder (38,3 Mio. Franken brutto, -0,9 Mio.) und die Korrektur der Wildbäche (14,5 Mio., +2,0 Mio.). Beide Bereiche sind an Programmvereinbarungen des Bundes gebunden.

#### **Darlehen und dauernde Beteiligungen**

Die Darlehen und dauernden Beteiligungen belaufen sich netto auf 3,3 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget eine Abnahme um 0,5 Mio. darstellt (siehe Anhang 12).

2012 hat der Staat Darlehen in Höhe von 44,8 Mio. Franken gewährt, was 0,6 Mio. weniger ist als budgetiert. Die Differenz ist vor allem auf die Studiendarlehen und die Forstkredite zurückzuführen.

2012 erfolgten Rückzahlungen in Höhe von 41,5 Mio. Franken. Diese Beträge werden für neue Darlehen zur Verfügung gestellt.

## Bilan

### Actifs

## Bilanz

### Aktiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2011	31.12.2012	VARIATION VERÄNDERUNG 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Patrimoine financier</b>	<b>1'682.4</b>	<b>1'670.1</b>	<b>-12.4</b>	<b>Finanzvermögen</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>55.8</b>	<b>49.4</b>	<b>-6.4</b>	<b>Flüssige Mittel</b>
Caisses	0.3	0.3	-0.0	Kassen
Chèques postaux	31.5	30.7	-0.7	Postcheckguthaben
Banques	24.0	18.4	-5.6	Banken
<b>Avoirs</b>	<b>930.5</b>	<b>887.9</b>	<b>-42.6</b>	<b>Guthaben</b>
Comptes internes	5.7	3.1	-2.6	Interne Konten
Comptes courants	281.3	268.7	-12.6	Kontokorrente
Débiteurs : collectivités publiques	54.4	51.7	-2.7	Debitoren : öffentliche Gemeinwesen
Autres débiteurs	522.1	498.6	-23.5	Übrige Debitoren
Autres créances	67.0	65.9	-1.2	Übrige Forderungen
<b>Placements</b>	<b>24.1</b>	<b>27.4</b>	<b>3.3</b>	<b>Anlagen</b>
Actions et autres papiers-valeurs	0.4	0.5	0.1	Aktien und übrige Wertpapiere
Placements	5.0	9.5	4.5	Darlehen
Immeubles	9.6	9.2	-0.4	Liegenschaften
Cheptel des établissements	0.5	0.3	-0.2	Viehhebe der Anstalten
Marchandises et approvisionnements	8.6	7.9	-0.7	Vorräte
<b>Actifs transitoires</b>	<b>672.1</b>	<b>705.4</b>	<b>33.2</b>	<b>Transitorische Aktiven</b>
<b>Patrimoine administratif</b>	<b>1'195.6</b>	<b>1'195.8</b>	<b>0.2</b>	<b>Verwaltungsvermögen</b>
<b>Investissements propres</b>	<b>596.4</b>	<b>609.5</b>	<b>13.1</b>	<b>Eigene Investitionen</b>
Terrains non bâtis	8.8	8.6	-0.2	Grundstücke
Ouvrages de génie civil	140.9	135.4	-5.4	Strassenbau
Terrains bâtis	376.4	392.0	15.7	Hochbauten
Mobilier, machines, véhicules	40.1	39.3	-0.8	Mobilien, Maschinen, Fahrzeuge
Autres investissements	30.3	34.1	3.9	Übrige Investitionen
<b>Prêts et participations</b>	<b>492.4</b>	<b>469.2</b>	<b>-23.2</b>	<b>Darlehen und Beteiligungen</b>
Prêts	557.1	543.5	-13.6	Darlehen
Provision prêts conditionnellement remb.	-175.0	-184.6	-9.6	Wertbericht. bedingt rückzahlbare Darlehen
Participations permanentes	110.3	110.3	0.0	Dauernde Beteiligungen
<b>Subventions d'investissements</b>	<b>106.8</b>	<b>117.1</b>	<b>10.3</b>	<b>Investitionsbeiträge</b>
<b>Avances aux financements spéciaux</b>	<b>445.5</b>	<b>0.8</b>	<b>-444.7</b>	<b>Vorschüsse für Spezialfinanzierungen</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>3'323.6</b>	<b>2'866.7</b>	<b>-456.9</b>	<b>Total der Aktiven</b>

Le total du bilan de l'Etat évolue de 3,3 mrd à 31.12.2011 à 2,9 mrd au 31.12.2012, en diminution de 456,9 mios ou 13,7%.

A l'actif, le patrimoine financier représente 1,7 mrd à fin 2012, en diminution de 12,4 mios.

Le patrimoine administratif s'élève à 1,2 mrd, montant similaire.

Les comptes d'avances aux financements spéciaux ne s'élèvent plus qu'à 0,8 mio, en diminution de 444,7 mios. L'avance de l'Etat à la nouvelle caisse de prévoyance CPVAL (444,4 mios) issue de la fusion de la CPPEV et de la CRPE a été totalement amortie par le compte de fortune.

Die Bilanzsumme des Staates reduzierte sich von 3,3 Mia. Franken per 31.12.2011 auf 2,9 Mia. per 31.12.2012, das heisst, um 456,9 Mio. oder um 13,7%.

Bei den Aktiven beträgt das Finanzvermögen per Ende 2012 1,7 Mia. Franken. Dies ist ein Rückgang von 12,4 Mio.

Das Verwaltungsvermögen beläuft sich auf 1,2 Mia. Franken und hat sich gegenüber dem Vorjahr kaum verändert.

Die Vorschüsse für die Spezialfinanzierungen betragen nur noch 0,8 Mio. Franken, was einer Abnahme um 444,7 Mio. entspricht. Der Vorschuss vom Staat für die neue Pensionskasse PKWAL (444,4 Mio.), die aus der Fusion der VPSW und der RVKL entstand, wurde komplett über das Eigenkapital amortisiert.

## Bilan

### Passifs

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2011	31.12.2012	VARIATION VERÄNDERUNG 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Engagements</b>	<b>1'602.2</b>	<b>2'140.5</b>	<b>538.3</b>	<b>Verpflichtungen</b>
<b>Engagements courants</b>	<b>667.0</b>	<b>721.2</b>	<b>54.2</b>	<b>Laufende Verpflichtungen</b>
Créanciers	251.0	274.1	23.1	Gläubiger
Dépôts	8.3	8.3	-0.0	Depotgelder
Comptes courants	0.8	0.4	-0.4	Kontokorrente
Autres engagements	406.9	438.3	31.4	Übrige Verpflichtungen
<b>Dettes à court terme</b>	<b>131.5</b>	<b>103.4</b>	<b>-28.2</b>	<b>Kurzfristige Schulden</b>
Banques, assurances, CP et divers	79.3	101.0	21.7	Banken, Versicherungen, Vorsorgekassen
Confédération	50.0	0.0	-50.0	Bund
Autres dettes à court terme	2.2	2.4	0.1	Übrige kurzfristige Schulden
<b>Dettes à moyen et long terme</b>	<b>460.6</b>	<b>990.2</b>	<b>529.6</b>	<b>Mittel- und langfristige Schulden</b>
Emprunt auprès de la CPVAL	310.0	861.8	551.8	Anleihen bei der PKWAL
Emprunts auprès de comp. d'assurances	30.0	30.0	0.0	Anleihen bei Versicherungs-Gesellschaften
Emprunts auprès des banques	30.0	10.0	-20.0	Anleihen bei Banken
Autres emprunts	90.6	88.4	-2.2	Übrige Anleihen
<b>Eng. envers des entités particulières</b>	<b>20.5</b>	<b>23.1</b>	<b>2.6</b>	<b>Verpflichtungen für Sonderrechnungen</b>
Fonds et fondations	14.6	17.0	2.3	Fonds und Stiftungen
Fonds d'auto-assurance	5.9	6.1	0.2	Eigenversicherung für Sachschäden
<b>Provisions</b>	<b>40.3</b>	<b>44.1</b>	<b>3.7</b>	<b>Rückstellungen</b>
<b>Passifs transitoires</b>	<b>282.1</b>	<b>258.6</b>	<b>-23.5</b>	<b>Transitorische Passiven</b>
<b>Engagements envers les fin. spéciaux</b>	<b>337.6</b>	<b>651.6</b>	<b>314.0</b>	<b>Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen</b>
<b>Fortune</b>	<b>1'383.7</b>	<b>74.6</b>	<b>-1'309.1</b>	<b>Eigenkapital</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>3'323.6</b>	<b>2'866.7</b>	<b>-456.9</b>	<b>Total der Passiven</b>

Au passif, les engagements du canton augmentent de 538,3 mios, soit de 1,6 à 2,1 mrds. Cette augmentation provient essentiellement de la deuxième phase de la recapitalisation complémentaire de CPVAL, soit 450 mios auxquels il faut rajouter 115,9 mios pour le financement du régime transitoire afférent au passage au système de la primauté des cotisations.

Dans les dettes à moyen et long terme, des emprunts de 20 mios ont été remboursés durant l'exercice.

Les fonds spéciaux de financement selon l'art. 9 LGCAF, soit les moyens affectés par la législation spécifique à la réalisation d'objectifs déterminés, augmentent de 292,0 à 608,5 mios (+ 316,5 mios). Une part importante de cette augmentation provient de l'alimentation de 300 mios relative à la loi du 15 septembre 2011 concernant le financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle. Les fonds de préfinancement des investissements de l'art. 22 al. 3 et 4 LGCAF passent quant à eux de 45,6 à 43,1 mios (-2,5 mios).

Bei den Passiven steigen die Verpflichtungen des Kantons um 538,3 Mio. Franken von 1,6 auf 2,1 Mia. Diese Zunahme hängt vor allem mit der zweiten Phase der zusätzlichen Rekapitalisierung der PKWAL zusammen, das heisst, 450 Mio., plus 115,9 Mio. für die Finanzierung der Übergangsregelung beim Wechsel vom Leistungs- zum Beitragsprimat.

Im Rechnungsjahr 2012 wurden bei den mittel- und langfristigen Schulden von 20 Mio. Franken zurückbezahlt.

Die Spezialfinanzierungsfonds gemäss Art. 9 FHG, das heisst, Mittel, die durch das Spezialgesetz zur Umsetzung bestimmter Ziele verwendet werden, steigen von 292,0 Mio. Franken auf 608,5 Mio. (+316,5 Mio.). Ein Grossteil dieser Zunahme hängt mit der Äufnung von 300 Mio. zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts zusammen entsprechend dem Gesetz vom 15. September 2011. Die Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen gemäss Artikel 22 Abs. 3 und 4 FHG nehmen von 45,6 auf 43,1 Mio. (-2,5 Mio.) ab.

La fortune s'élève à 74,6 mios au 31.12.2012 en diminution de 1,3 mrd. Cette diminution provient de l'alimentation de 300 mios au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle ainsi que de la deuxième phase de la recapitalisation complémentaire de CPVAL (450 mios et 115,9 mios), à laquelle il faut rajouter l'amortissement de l'avance de 444,4 mios provenant de la première phase de recapitalisation (ex CRPE et CPPEV).

L'endettement brut du canton augmente de 1,9 à 2,8 mrds au 31.12.2012, soit une augmentation de 852,3 mios. Sous déduction de la valeur du patrimoine financier et des avances aux comptes spéciaux de financement, l'endettement net du canton passe de -188,1 mios à 1,1 mrd, soit une augmentation de 1,3 mrd.

Das Eigenkapital per 31.12.2012 beläuft sich auf 74,6 Mio., was einer Abnahme um 1,3 Mia. entspricht. Dieser Rückgang hängt mit der Äufnung von 300 Mio. in den Finanzierungsfonds für Infrastruktur-grossprojekte des 21. Jahrhunderts sowie der zweiten Phase der zusätzlichen Rekapitalisierung der PKWAL zusammen (450 Mio. plus 115,9 Mio.), plus die Abschreibung der Vorschüsse von 444,4 Mio. aus der ersten Phase der Rekapitalisierung (ehemals RVKL und VPSW).

Die Bruttoverschuldung des Kantons steigt von 1,9 Mia. Franken auf 2,8 Mia. per 31.12.2012, was einer Zunahme um 852,3 Mio. entspricht. Nach Abzug des Finanzvermögens und der Vorschüsse für Spezialfinanzierungen verändert sich die Nettoverschuldung des Kantons von -188,1 Mio. auf 1,1 Mia., was eine Zunahme der Verschuldung von 1,3 Mia. bedeutet.

## Annexe au bilan

## Anhang zur Jahresrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2011	31.12.2012	VARIATION VERÄNDERUNG 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Engagements conditionnels	4'014.4	1'326.7	-2'687.7	Eventualverpflichtungen
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	0.0	0.0	0.0	Verpfl. zur Liberierung und Überweisung von Zusatzkrediten

Les engagements conditionnels s'élèvent à 1,3 mrd au 31 décembre 2012, en diminution de 2,7 mrds ou 67,0% par rapport à l'année 2011.

La diminution se rapporte principalement aux engagements auprès de la caisse de prévoyance de l'Etat CPVAL (-2,8 mrds) garantis par le canton. L'article 7 de la loi régissant les institutions étatiques de prévoyance du 12 octobre 2006 a été modifié le 15 septembre 2011. Dorénavant, l'Etat du Valais garantit les engagements réglementaires de CPVAL conformément à l'article 72c LPP. La garantie s'étend sur le découvert technique de 911,9 mios correspondant au dernier chiffre connu selon la situation au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Il en résulte une diminution de 2,8 mrds par rapport au montant garanti l'année précédente (totalité des engagements CPVAL). L'Etat participe aux coûts liés à la rente pont AVS des montants non financés conformément à l'art. 15 al. 6 du règlement de base du 1<sup>er</sup> janvier 2012 de CPVAL. Cet engagement représente 11,9 mios, en diminution de 2,0 mios.

Par ailleurs, rappelons, pour mémoire, que les engagements de la Banque Cantonale du Valais sont garantis par le canton.

Die Eventualverpflichtungen betragen 1,3 Mia. Franken per 31. Dezember 2012, was gegenüber dem Vorjahr einer Abnahme von 2,7 Mia. oder 67,0% entspricht.

Die grösste Abnahme betrifft die Verpflichtungen des Staates gegenüber der Pensionskasse (-2.8 Mia. Franken). Gemäss Art. 7 des Gesetzes über die staatlichen Vorsorgeeinrichtungen vom 12. Oktober 2006, geändert am 15. September 2011, garantiert der Kanton die reglementarischen Verpflichtungen der PKWAL gemäss Artikel 72c BVG. Der Betrag am 31. Dezember 2012 von 911.9 Mio. basiert auf der zuletzt bekannten Unterdeckung am 01. Januar 2012. Daraus resultiert ein Rückgang von 2.8 Mia. gegenüber dem Vorjahr (Gesamtverpflichtungen der PKWAL). Der Staat beteiligt sich an den Kosten der nicht finanzierten AHV-Überbrückungsrente gemäss Art. 15 Abs. 6 des Grundreglements vom 01. Januar 2012. Diese Verpflichtung beträgt 11,9 Mio, was einem Rückgang von 2,0 Mio. entspricht.

Ausserdem sind die Verpflichtungen der Walliser Kantonalbank durch den Kanton garantiert.

## Projet de décision

### Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale ;  
vu l'article 27 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;  
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide :

#### Art. 1 Compte administratif

Le compte de l'Etat pour l'année 2012 est approuvé. Il comprend le compte de fonctionnement, le compte d'investissement, le financement et les rapports de controlling des mandats de prestations politiques.

#### Art. 2 Compte de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 3'120'079'122.82 francs et les charges à 3'118'934'541.29 francs.

L'excédent de revenus de fonctionnement s'élève à 1'144'581.53 francs, après enregistrement des amortissements du patrimoine administratif pour 180'875'470.92 francs.

#### Art. 3 Compte d'investissement

Les dépenses d'investissement sont fixées à 503'189'350.35 francs et les recettes à 322'089'502.45 francs.

Les investissements nets s'élèvent à 181'099'847.90 francs.

#### Art. 4 Financement

Le solde net du compte des investissements de 181'099'847.90 francs est entièrement autofinancé par la marge d'autofinancement qui s'élève à 182'020'052.45 francs.

L'excédent de financement s'élève à 920'204.55 francs.

#### Art. 5 Fortune

Après l'attribution de l'excédent de revenus de 1'144'581.53 francs, la dotation initiale de 300'000'000.00 francs au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle selon la loi du 15 septembre 2011, l'affectation de 565'918'000.00 francs pour la deuxième phase de la recapitalisation complémentaire de CPVAL liée à la modification du 15 septembre 2011 de la loi régissant les institutions étatiques de prévoyance, ainsi que l'amortissement de l'avance de 444'361'124.50 francs provenant de la première phase de recapitalisation, la fortune s'élève à 74'589'082.26 francs au 31 décembre 2012.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 20 mars 2013.

La Présidente du Conseil d'Etat :  
**Esther Waeber-Kalbermatten**  
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

## Beschlussentwurf

### Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffer 1 und 3 der Kantonsverfassung ;  
eingesehen die Artikel 27 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980 ;  
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst :

#### Art. 1 Verwaltungsrechnung

Die Staatsrechnung für das Jahr 2012 wird genehmigt. Sie umfasst die Laufende Rechnung, die Investitionsrechnung, die Finanzierung und die Controllingberichte der politischen Leistungsaufträge.

#### Art. 2 Laufende Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates werden auf 3'120'079'122.82 Franken und die Aufwände auf 3'118'934'541.29 Franken festgelegt.

Nach Verbuchung der Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen in der Höhe von 180'875'470.92 Franken beläuft sich der Ertragsüberschuss auf 1'144'581.53 Franken.

#### Art. 3 Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben werden auf 503'189'350.35 Franken und die Einnahmen auf 322'089'502.45 Franken festgelegt.

Die Nettoinvestitionen betragen 181'099'847.90 Franken.

#### Art. 4 Finanzierung

Die Nettoinvestitionen betragen 181'099'847.90 Franken und sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge gedeckt, die sich auf 182'020'052.45 Franken beläuft.

Der Finanzierungsüberschuss beläuft sich auf 920'204.55 Franken.

#### Art. 5 Eigenkapital

Nach der Zuweisung des Ertragsüberschusses von 1'144'581.53 Franken, der Einlage von 300'000'000.00 Franken in den Vorfinanzierungsfonds für Infrastruktur-grossprojekte des 21. Jahrhunderts gemäss Gesetz vom 15. September 2011, der Zuweisung von 565'918'000.00 Franken für die zweite Phase der zusätzlichen Rekapitalisierung der PKWAL aufgrund der Änderung des Gesetzes vom 15. September 2011 über die staatlichen Vorsorgeeinrichtungen sowie der Abschreibung der Vorschüsse von 444'361'124.50 Franken aus der ersten Phase der Rekapitalisierung beläuft sich das Eigenkapital am 31. Dezember 2012 auf 74'589'082.26 Franken.

So entworfen in der Sitzung des Staatsrates in Sitten, am 20. März 2013.

Die Präsidentin des Staatsrates :  
**Esther Waeber-Kalbermatten**  
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

## Annexes / Anhänge

## Annexe 1

## Anhang 1

### Charges de personnel par catégorie

### Personalaufwand nach Kategorien

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Autorités et tribunaux</b>	34.5	35.4	34.5	-1.0	<b>Behörden und Gerichte</b>
<b>Administration générale</b>					<b>Allgemeine Verwaltung</b>
Présidence	6.7	6.9	6.8	-0.1	Präsidium
DFIS	44.4	46.0	43.7	-2.3	DFIG
DSSI (sans la sécurité)	55.2	56.2	58.2	2.0	DSSI (ohne Sicherheit)
DECS (sans l'enseignement)	35.8	37.7	37.6	-0.0	DEKS (ohne Unterrichtswesen)
DEET (sans l'école d'agriculture)	36.4	55.1	53.4	-1.7	DVER (ohne Landwirtschaftsschule)
DTEE	80.7	85.2	82.0	-3.2	DVBU
<b>Etablissement médico-social</b>	22.8	-	-	-	<b>Sozialmedizinische Institution</b>
<b>Sécurité</b>	79.0	82.4	80.0	-2.4	<b>Sicherheit</b>
<b>Enseignement<sup>1</sup></b>					<b>Unterrichtswesen<sup>1</sup></b>
Primaire et secondaire	106.1	418.5	409.4	-9.2	Primar- und Sekundarschulen
Tertiaire	60.5	60.6	61.9	1.3	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	65.4	67.2	66.9	-0.3	Berufsbildung
Ecole d'agriculture	6.2	4.9	4.7	-0.3	Landwirtschaftsschule
<b>Divers</b>	8.2	11.2	11.1	-0.2	<b>Verschiedenes</b>
<b>Total</b>	<b>641.9</b>	<b>967.5</b>	<b>950.1</b>	<b>-17.4</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> y compris personnel administratif

<sup>1</sup> inkl. Verwaltungspersonal

## Annexe 2

## Anhang 2

### Amortissements du patrimoine administratif et provisions

### Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und Wertberichtigungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	<sup>1</sup> SOLDE AU SALDO PER 31.12.2012	<sup>2</sup> TAUX SATZ	<sup>3</sup> AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPL. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	9.0	5.0%	0.5	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis	416.2	5.0%	24.2	-	Bebaute Grundstücke
Mobilier et autres biens	89.7	20.0%	16.2	-	Mobilier und andere Güter
Routes nationales	7.0	100.0%	7.0	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil	185.4	20.0%	50.0	-	Tiefbauarbeiten
Parts aux investissements de tiers	188.6	20.0%	42.9	28.6	Beteiligungen an Invest. Dritter
Participations permanentes <sup>4</sup>	2.0	100.0%	2.0	-	Dauernde Beteiligungen <sup>4</sup>
Provision sur prêts conditionnellement remboursables				9.6	Wertberichtigung auf bedingt rückzahlbare Darlehen
<b>Total</b>	<b>897.9</b>		<b>142.7</b>	<b>38.2</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> Solde avant amortissements

<sup>2</sup> Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif

<sup>3</sup> Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds

<sup>4</sup> Acquises durant l'exercice uniquement

<sup>1</sup> Saldo vor Abschreibungen

<sup>2</sup> Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz

<sup>3</sup> Inklusive Abschreibungen zu 100% der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen

<sup>4</sup> Nur während des Jahres erworbene Beteiligungen

## Subventions sans caractère d'investissement

## Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Enseignement et formation</b>	<b>324.6</b>	<b>119.0</b>	<b>115.6</b>	<b>-3.3</b>	<b>Bildung</b>
Ecoles primaires	106.0	2.2	2.0	-0.2	Primarschulen
Cycles d'orientation	102.4	2.4	2.1	-0.3	Orientierungsschulen
Enseignement secondaire	3.7	3.1	4.6	1.5	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	32.0	33.3	32.1	-1.1	Sonderschulen
Formation tertiaire	39.0	40.1	39.6	-0.5	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	21.4	16.5	13.9	-2.6	Berufsbildung
Coord. scolaire, échanges linguistiques	1.8	2.0	2.0	-0.1	Schulkoordination, Sprachaustausch
Bourses d'études	18.4	19.3	19.3	-0.0	Stipendien
<b>Culture et loisirs</b>	<b>15.2</b>	<b>14.9</b>	<b>14.7</b>	<b>-0.1</b>	<b>Kultur und Freizeit</b>
J&S et fonds du sport	4.8	4.5	4.3	-0.3	J&S und Sportfonds
Culture	10.5	10.4	10.5	0.1	Kultur
<b>Santé</b>	<b>522.2</b>	<b>569.6</b>	<b>589.9</b>	<b>20.3</b>	<b>Gesundheit</b>
Santé publique	337.1	376.3	398.0	21.7	Gesundheitswesen
Réduction primes assurance-maladie	184.2	192.3	190.8	-1.5	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.0	1.0	1.0	0.0	Alkoholzehntel
<b>Prévoyance sociale</b>	<b>278.6</b>	<b>274.2</b>	<b>293.5</b>	<b>19.3</b>	<b>Soziale Wohlfahrt</b>
Assurances sociales	85.7	91.3	90.5	-0.7	Sozialversicherungen
Action sociale	144.3	148.9	164.8	15.9	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	20.8	21.1	22.5	1.4	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	27.9	12.9	15.6	2.7	Massnahmen Arbeitslosigkeit
<b>Trafic</b>	<b>50.3</b>	<b>54.4</b>	<b>53.9</b>	<b>-0.5</b>	<b>Verkehr</b>
Entreprises de transport	50.3	54.4	53.9	-0.5	Transportunternehmen
<b>Aménagement et environnement</b>	<b>12.1</b>	<b>12.2</b>	<b>11.3</b>	<b>-0.9</b>	<b>Umwelt und Raumplanung</b>
Entretien des cours d'eau	3.7	3.9	3.8	-0.1	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	8.4	8.3	7.5	-0.8	Wald und Landschaft
<b>Economie publique</b>	<b>36.5</b>	<b>39.0</b>	<b>41.5</b>	<b>2.5</b>	<b>Volkswirtschaft</b>
Promotion touristique et économique	22.5	25.2	27.8	2.6	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	9.2	8.1	8.0	-0.1	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	4.8	5.6	5.6	-0.0	Wasserkraft
<b>Finances</b>	<b>2.9</b>	<b>-</b>	<b>0.2</b>	<b>0.2</b>	<b>Finanzen</b>
Communes : assainissements & fusions	2.9	-	0.2	0.2	Sanierungen/Fusionen von Gemeinden
<b>Autres subventions</b>	<b>54.4</b>	<b>42.9</b>	<b>43.4</b>	<b>0.6</b>	<b>Andere Beiträge</b>
Subventions des loteries	26.8	26.7	26.7	-0.0	Beiträge aus Lotterien
Intempéries octobre 2011	16.5	-	0.4	0.4	Unwetter Oktober 2011
Autres	11.1	16.2	16.3	0.1	Andere
<b>Total</b>	<b>1'296.9</b>	<b>1'126.0</b>	<b>1'164.0</b>	<b>38.0</b>	<b>Total</b>

Les subventions sans caractère d'investissement comprennent les charges extraordinaires.

Die Beiträge ohne Investitionscharakter beinhalten die ausserordentlichen Aufwände.



## Annexe 4

## Anhang 4

### Financements spéciaux Attributions et prélèvements

### Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Administration générale</b>	<b>43.4</b>	<b>0.2</b>	<b>0.1</b>	<b>-0.0</b>	<b>Allgemeine Verwaltung</b>
Caisse de prévoyance	43.2	-	-	-	Vorsorgekassen
Épizooties	0.1	0.2	0.1	-0.0	Viehseuchen
<b>Sécurité publique</b>	<b>0.5</b>	<b>-1.3</b>	<b>-4.0</b>	<b>-2.7</b>	<b>Öffentliche Sicherheit</b>
Police du feu	0.5	-1.6	-4.0	-2.4	Feuerpolizei
Protection civile	-	0.3	-	-0.3	Zivilschutz
<b>Enseignement et formation</b>	<b>1.0</b>	<b>1.7</b>	<b>1.3</b>	<b>-0.4</b>	<b>Bildung</b>
Formation professionnelle	1.0	1.7	1.3	-0.4	Berufsbildung
<b>Culture et loisirs</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.4</b>	<b>0.5</b>	<b>0.8</b>	<b>Kultur und Freizeit</b>
Sport	-0.1	-0.3	0.6	0.8	Sport
Culture	0.0	-0.1	-0.1	-0.0	Kultur
<b>Santé</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.5</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.3</b>	<b>Gesundheit</b>
Promotion santé et prévention	-0.1	-0.5	-0.2	0.3	Gesundheitsförderung und Prävention
<b>Aménagement et environnement</b>	<b>2.2</b>	<b>1.0</b>	<b>3.0</b>	<b>2.0</b>	<b>Umwelt und Raumplanung</b>
Entretien / correction des cours d'eau	2.2	-	1.5	1.5	Unterhalt/Korrektion Wasserläufe
Dommages non assurables	-	1.0	1.5	0.5	Nicht versicherbare Elementarschäden
<b>Economie publique</b>	<b>31.4</b>	<b>23.8</b>	<b>23.3</b>	<b>-0.5</b>	<b>Volkswirtschaft</b>
Encouragement à l'économie	1.0	1.0	1.0	0.0	Wirtschaftsförderung
Aide en matière d'investissement	3.6	1.0	1.0	-	Investitionshilfe
Emploi	0.7	-	-2.6	-2.6	Beschäftigung
Loteries	2.0	0.1	2.0	2.0	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	0.1	-0.0	-0.1	-0.1	Hotellerie/Restauration : Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	2.6	-	-0.8	-0.8	Energieförderungsfonds
Préfinancement des FMV SA	11.6	12.7	13.1	0.4	Vorfinanzierung der FMV AG
Aménagements hydro-électriques	9.7	9.1	9.6	0.5	Rückkauf von Wasserkraftanlagen
<b>Finances</b>	<b>10.6</b>	<b>-</b>	<b>1.0</b>	<b>1.0</b>	<b>Finanzen</b>
Utilisation part cantonale RPLP	9.5	-	1.4	1.4	Kantonsanteil LSVA
Fusions de communes	-0.8	2.0	1.8	-0.2	Fusionen von Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	1.9	-2.0	-2.3	-0.3	Interkommunale Finanzausgleich
<b>Divers</b>	<b>0.3</b>	<b>-0.7</b>	<b>4.3</b>	<b>4.9</b>	<b>Übrige</b>
<b>Autres financements</b>	<b>48.6</b>	<b>-14.4</b>	<b>-14.9</b>	<b>-0.5</b>	<b>Andere Finanzierungen</b>
Préfinancement des dépenses <sup>1</sup>	5.6	-	-2.5	-2.5	Aufwandsvorfinanzierungen <sup>1</sup>
Fonds de soutien à l'économie	-6.0	-14.4	-17.4	-3.0	Unterstützung der Wirtschaft
Grands projets d'infrastructures du XXI <sup>e</sup> siècle	49.0	-	5.0	5.0	Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts
<b>Total</b>	<b>137.7</b>	<b>9.4</b>	<b>14.3</b>	<b>4.9</b>	<b>Total</b>

+ : Attributions / - : Prélèvements

<sup>1</sup> LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

Les financements spéciaux comprennent les attributions et prélèvements extraordinaires.

+ : Einlagen / - : Entnahmen

<sup>1</sup> FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Die Spezialfinanzierungen beinhalten die ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen.

## Annexe 5 Impôts

## Anhang 5 Steuern

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	773.9	818.0	772.4	-45.6	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	147.0	133.7	135.2	1.4	Ertrags- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	16.0	16.0	17.8	1.8	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	48.3	40.5	50.4	9.9	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutation et de timbre	94.9	65.6	72.2	6.6	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	24.9	15.0	12.4	-2.6	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense	57.1	59.6	59.6	-0.0	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur les forces hydrauliques	76.4	83.5	90.1	6.6	Steuern auf Wasserkraft
Amendes fiscales	0.2	1.0	0.6	-0.4	Steuerbussen
<b>Total</b>	<b>1'238.7</b>	<b>1'233.0</b>	<b>1'210.7</b>	<b>-22.3</b>	<b>Total</b>

## Annexe 6

### Parts à des recettes et contributions sans affectation

## Anhang 6

### Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	464.0	455.5	455.2	-0.3	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	70.0	73.2	73.2	0.0	Geo-topographischer Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	32.1	31.9	32.6	0.7	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	19.1	16.3	16.8	0.5	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	65.3	66.0	61.3	-4.7	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	39.5	40.3	38.7	-1.6	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.5	2.4	2.7	0.3	Andere Anteile und Beiträge
<b>Total</b>	<b>692.6</b>	<b>685.6</b>	<b>680.5</b>	<b>-5.1</b>	<b>Total</b>

## Annexe 7 Répartition RPLP

## Anhang 7 Aufteilung der LSVA

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2012	RÉPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS <sup>1</sup>		
<b>Services</b>								<b>Dienststellen</b>
Service des routes et des cours d'eau	5.0	70.00	27.1	9.6	16.1	1.4	6.4	Dienststelle für Strassen- und Flussbau
Service de l'agriculture	2.6	10.00	3.9	2.1	2.0	-0.2	2.4	Dienststelle für Landwirtschaft
Service des transports	0.5	10.00	3.9	1.0	2.7	0.2	0.6	Dienststelle für Verkehr
Police cantonale	-	2.25	0.9	0.9	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	2.5	2.25	0.9	0.8	0.0	0.0	2.6	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.50	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	5.00	1.9	1.9	-	-	-	Finanzverwaltung
<b>Total</b>	<b>10.6</b>	<b>100.0</b>	<b>38.7</b>	<b>16.5</b>	<b>20.8</b>	<b>1.4</b>	<b>12.0</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> +: Attributions / -: Prélèvements

<sup>1</sup> +: Einlagen / -: Entnahmen

## Subventions acquises

## Beiträge für die eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Confédération</b>	<b>197.8</b>	<b>204.7</b>	<b>199.7</b>	<b>-5.0</b>	<b>Bund</b>
Arsenal et casernes	2.9	2.8	2.9	0.1	Zeughaus und Kasernen
Enseignement	2.2	2.3	2.1	-0.2	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	23.7	26.4	25.2	-1.2	Berufsbildung
HEVs	2.5	2.3	2.6	0.3	HEVs
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	-	Stipendien
Assurance-maladie	82.5	86.3	84.0	-2.3	Krankenkassen
Assurances sociales	31.8	34.2	33.8	-0.3	Sozialversicherungen
Economie	3.4	3.6	3.9	0.3	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	18.4	19.0	18.6	-0.4	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.6	0.5	0.7	0.2	Landwirtschaft
Transports	2.2	2.3	2.3	-0.0	Transportwesen
Routes nationales	8.2	10.4	7.8	-2.6	Nationalstrassen
Rhône	-0.4	0.6	0.8	0.1	Rhone
Bâtiments	5.3	5.4	6.4	1.0	Gebäude
Forêts et paysage	3.6	3.9	3.6	-0.3	Wald und Landschaft
Intempéries octobre 2011	5.9	-	0.0	0.0	Unwetter Oktober 2011
Autres	4.0	3.6	3.8	0.1	Andere
<b>Cantons</b>	<b>1.4</b>	<b>1.3</b>	<b>1.6</b>	<b>0.2</b>	<b>Kantone</b>
<b>Communes</b>	<b>101.9</b>	<b>219.9</b>	<b>232.6</b>	<b>12.6</b>	<b>Gemeinden</b>
Péréquation financière intercommunale	10.3	21.5	21.3	-0.2	Interkommunaler Finanzausgleich
Enseignement	-	110.7	111.6	0.9	Unterrichtswesen
Action sociale	33.4	28.8	35.4	6.6	Sozialwesen
Assurances sociales	18.9	16.3	19.9	3.6	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	1.5	3.7	3.6	-0.1	Hilfe an Jugendliche
Fonds pour l'emploi	4.8	4.8	4.8	-	Beschäftigungsfonds
Transports	7.6	8.1	8.1	0.1	Transportwesen
Entretien des routes	17.3	23.3	24.3	1.0	Strassenunterhalt
Intempéries octobre 2011	5.5	-	0.2	0.2	Unwetter Oktober 2011
Autres	2.6	2.8	3.3	0.6	Andere
<b>Propres établissements</b>	<b>23.0</b>	<b>7.8</b>	<b>9.6</b>	<b>1.8</b>	<b>Eigene Anstalten</b>
Castalie	13.7	-	-	-	La Castalie
Requérants d'asile	6.7	5.9	7.4	1.5	Asylbewerber
Autres	2.6	1.9	2.2	0.3	Andere
<b>Autres subventions</b>	<b>11.1</b>	<b>8.3</b>	<b>6.8</b>	<b>-1.5</b>	<b>Andere Beiträge</b>
Police du feu	2.7	1.4	-1.1	-2.5	Feuerpolizei
Sport	4.1	3.7	4.2	0.5	Sport
Loteries	0.3	0.3	0.2	-0.1	Lotterien
Autres	4.0	2.9	3.5	0.5	Andere
<b>Total</b>	<b>335.2</b>	<b>442.1</b>	<b>450.2</b>	<b>8.1</b>	<b>Total</b>

Les subventions acquises comprennent les revenus extraordinaires.

Die Beiträge für die eigene Rechnung beinhalten die ausserordentlichen Erträge.

Préfinancement des investissements  
(Art. 22 al. 3)Vorfinanzierung von Investitionen  
(Art. 22 Abs. 3)

(EN MILLIONS DE FRANCS)		CRÉATION DU FONDS BILDUNG DES FONDS	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2011	ATTRIBU- TION EINLAGEN 2012	PRÉL./DISS. ENTN./ AUFLOS. 2012	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
<b>Total</b>			<b>45.6</b>	<b>16.0</b>	<b>-19.3</b>	<b>42.3</b>	<b>Total</b>	
EP	Achat élévateur et scie à panneau	2010	0.2	-	-0.2	-	SA	Kauf Stapler und Kreissäge
			<b>0.2</b>	<b>-</b>	<b>-0.2</b>	<b>-</b>		
GC	Migration informatique	2009	0.0	-	-0.0	-	GR	Migration Informatikprogramme
GC	Parlement sans papier	2011	0.1	-	-	0.1	GR	Papierloses Parlament
GC	Parlement sans papier	2012	-	0.7	-	0.7	GR	Papierloses Parlament
			<b>0.1</b>	<b>0.7</b>	<b>-0.0</b>	<b>0.8</b>		
OCRN	Tunnel Eyholz	2011	1.0	-	-	1.0	ANSB	Tunnel Eyholz
OCRN	Tronçon Loèche-Gampel	2011	0.6	-	-	0.6	ANSB	Teilstück Leuk-Gampel
OCRN	Tunnels Eyholz, Visp, Riedberg	2012	-	1.3	-	1.3	ANSB	Tunnel Eyholz, Visp, Riedberg
			<b>1.6</b>	<b>1.3</b>	<b>-</b>	<b>2.8</b>		
OPF	Informatisation des OPF	2009	0.3	-	-0.3	-	KBA	Informatikprogramm
			<b>0.3</b>	<b>-</b>	<b>-0.3</b>	<b>-</b>		
PC	Projets d'informatisation	2012	-	1.7	-	1.7	KBA	Informatisierungsprojekte
PC	Projet de télécommunication	2012	-	0.4	-	0.4	KBA	Telekommunikationsprojekt
			<b>-</b>	<b>2.1</b>	<b>-</b>	<b>2.1</b>		
SAS	Informatisation instit. spécialisées	2009	0.3	-	-0.3	-	DSW	Informatisierung Sonderschulen
SAS	Divers projets d'investissements	2009	0.3	-	-0.3	-	DSW	Verschiedene Investitionsprojekte
SAS	Informatisation instit. spécialisées	2010	0.1	-	-	0.1	DSW	Informatisierung Sonderschulen
SAS	Home Le Chalet Ardon	2011	0.1	-	-0.1	-	DSW	Heim Le Chalet Ardon
SAS	Extension Centre Marmettes Monthey	2011	0.1	-	-	0.1	DSW	Erweiterung Centre Marmettes Monthey
SAS	Valais de Cœur	2012	-	0.5	-	0.5	DSW	Valais de Cœur
			<b>0.9</b>	<b>0.5</b>	<b>-0.6</b>	<b>0.7</b>		
SBMA	Divers projets d'investissements	2010	5.3	-	-3.1	2.3	DHDA	Verschiedene Investitionsprojekte
SBMA	Divers projets d'investissements	2011	6.0	-	-2.7	3.3	DHDA	Verschiedene Investitionsprojekte
SBMA	Divers projets d'investissements	2012	-	2.0	-	2.0	DHDA	Verschiedene Investitionsprojekte
			<b>11.3</b>	<b>2.0</b>	<b>-5.8</b>	<b>7.5</b>		
SCA	Renouv. conduite principale d'irrigation	2010	0.1	-	-0.0	0.1	DLW	Erneuerung der Bewässerungshauptleitung
SCA	Tracteur arboricole	2012	-	0.1	-	0.1	DLW	Traktor für Aprikosenanbau
SCA	Renouv. pompes immergées	2012	-	0.1	-	0.1	DLW	Erneuerung der Eintauchpumpe
			<b>0.1</b>	<b>0.2</b>	<b>-0.0</b>	<b>0.2</b>		
SCAV	Appareil d'analyses	2012	-	0.1	-	0.1	DVSV	Analysegerät
			<b>-</b>	<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>0.1</b>		
SCC	Informatisation du SCC	2009	1.4	-	-1.4	-	KSV	Informatisierung der KSV
SCC	Informatisation du SCC	2010	0.2	-	-	0.2	KSV	Informatisierung der KSV
SCC	Informatisation du SCC	2011	0.3	-	-	0.3	KSV	Informatisierung der KSV
SCC	Informatisation du SCC	2012	-	2.0	-	2.0	KSV	Informatisierung der KSV
			<b>1.9</b>	<b>2.0</b>	<b>-1.4</b>	<b>2.6</b>		
SCI	Divers projets informatiques	2012	-	0.6	-	0.6	KBA	Verschiedene Informatikprojekte
			<b>-</b>	<b>0.6</b>	<b>-</b>	<b>0.6</b>		
SCJ	Informatisation instit. spécialisées	2009	0.1	-	-0.1	-	KDJ	Informatisierung Sonderschulen
SCJ	Assainissement Anderledy Brigue	2010	0.3	-	-	0.3	KDJ	Sanierung Anderledy Brig
SCJ	Foyer La Fontanelle	2011	0.1	-	-0.1	0.0	KDJ	Foyer La Fontanelle
			<b>0.5</b>	<b>-</b>	<b>-0.1</b>	<b>0.3</b>		
SCN	Projets informatiques (MASP et CARI)	2009	0.2	-	-0.2	-	DSUS	Informatikprojekte (MASP und CARI)
SCN	Achat véhicule	2012	-	0.0	-	0.0	DSUS	Kauf Fahrzeug
			<b>0.2</b>	<b>0.0</b>	<b>-0.2</b>	<b>0.0</b>		
SCPF	Chambre froide	2011	0.0	-	-	0.0	DJFW	Kältekammer
SCPF	Voiture de service	2011	0.0	-	-	0.0	DJFW	Dienstfahrzeug
			<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.1</b>		

(EN MILLIONS DE FRANCS)		CRÉATION DU FONDS BILDUNG DES FONDS	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2011	ATTRIBU- TION EINLAGEN 2012	PRÉL./DISS. ENTN./ AUFLÖS. 2012	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
SDE	Projet The Ark	2009	3.5	-	-3.5	-	DWE Projekt The Ark
SDE	Divers projets d'investissements mesures de stabilisation de l'éco.	2009	1.1	-	-1.1	-	DWE Versch. Investitionsprojekte wirt. Stabilisierungsmassnahmen
SDE	Aide au logement	2012	-	1.6	-	1.6	DWE Wohnbauhilfen
			<b>4.6</b>	<b>1.6</b>	<b>-4.6</b>	<b>1.6</b>	
SE	Informatisation instit. spécialisées	2009	0.1	-	-0.1	-	DU Informatisierung Sonderschulen
			<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>-0.1</b>	<b>-</b>	
SFOP	Atelier électricité CFPS	2010	0.3	-	-0.0	0.3	DBB Elektr. Werkstatt Berufsschule Sitten
SFOP	Equipement inform. OOSP Haut-Valais	2010	0.1	-	-	0.1	DBB Informatikeinrichtung BSL-OW
SFOP	Equipements informatiques	2011	0.0	-	-	0.0	DBB Informatikausrüstung
			<b>0.4</b>	<b>-</b>	<b>-0.0</b>	<b>0.4</b>	
SFP	Divers projets forestiers	2010	0.2	-	-0.2	0.1	DWL Verschiedene Forstprojekte
SFP	Divers projets forestiers	2011	1.9	-	-0.5	1.4	DWL Verschiedene Forstprojekte
			<b>2.1</b>	<b>-</b>	<b>-0.6</b>	<b>1.5</b>	
SPE	Divers stands de tir	2009	0.1	-	-0.1	-	DUS Verschiedene Schiessstände
SPE	Surveillance des sources de montagne	2010	0.0	-	-0.0	-	DUS Überwachung der Bergquellen
			<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>-0.1</b>	<b>-</b>	
SPM	Programme informatique «GestStar»	2011	0.1	-	-	0.1	DBM Informatikprogramm «GestStar»
SPM	Programme informatique «Migrations»	2012	-	0.1	-	0.1	DBM Informatikprogramm «Migration»
			<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>0.1</b>	
SRCE	Divers projets Routes cantonales	2011	1.9	-	-1.5	0.5	DSFB Verschiedene Projekte Kantonsstrassen
SRCE	Chassis-Cabine RN	2011	0.2	-	-0.2	-	DSFB Kabinen-Chassis NS
SRCE	Divers projets cours d'eau	2011	1.8	-	-	1.8	DSFB Verschiedene Projekte Wasserläufe
SRCE	Divers projets Routes cantonales	2012	-	1.6	-	1.6	DSFB Verschiedene Projekte Kantonsstrassen
SRCE	Achat engins	2012	-	0.2	-	0.2	DSFB Kauf Baumaschinen
			<b>3.9</b>	<b>1.8</b>	<b>-1.6</b>	<b>4.0</b>	
SRFG	Intercapi et Capitastra 5	2009	0.1	-	-0.1	-	DGBG Intercapi und Capitastra 5
SRFG	Intercapi et Capitastra 5	2010	0.2	-	-0.2	-	DGBG Intercapi und Capitastra 5
SRFG	Modernisation des registres fonciers	2011	2.3	-	-0.6	1.7	DGBG Modernisierung der Grundbuchämter
SRFG	Mensuration officielle	2012	-	0.8	-	0.8	DGBG Amtliche Vermessung
SRFG	Modernisation des registres fonciers	2012	-	2.3	-	2.3	DGBG Modernisierung der Grundbuchämter
			<b>2.7</b>	<b>3.2</b>	<b>-1.0</b>	<b>4.9</b>	
SRH	Logiciel SAP Click Roster	2011	0.3	-	-	0.3	DPM SAP Programm Click Roster
			<b>0.3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.3</b>	
SSCM	Mobilier, machines et véhicules PC	2011	0.4	-	-0.3	0.1	DZSM Mobilier, Maschinen und Fahrzeuge ZS
			<b>0.4</b>	<b>-</b>	<b>-0.3</b>	<b>0.1</b>	
SSP	Informatisation EMS-CMS	2009	0.4	-	-0.4	-	DGW Informatisierung APH-SMZ
SSP	Equipements oncologie RSV	2009	1.3	-	-1.3	-	DGW Ausrüstung Onkologie GNW
SSP	Urgences et endoscopie Viège	2011	3.5	-	-	3.5	DGW Notfall und Endoskopie Visp
SSP	Sécurité sismique Sion et Viège	2011	2.2	-	-0.1	2.1	DGW Erdbebensicherheit Sitten und Visp
SSP	Intégration médecine ambulatoire	2011	0.5	-	-	0.5	DGW Eingliederung ambulante Medizin
			<b>7.8</b>	<b>-</b>	<b>-1.7</b>	<b>6.1</b>	
ST	Rénovation de bateaux	2009	0.4	-	-0.4	-	DV Schiffserneuerungen
ST	CFF - 4 <sup>e</sup> voie Vispa	2009	0.3	-	-0.3	-	DV SBB - 4. Gleis Vispa
ST	Rénovation de bateaux	2010	0.2	-	-	0.2	DV Schiffserneuerungen
ST	Aéroport de Sion	2010	0.1	-	-0.0	0.1	DV Flughafen Sitten
ST	Matterhorn Gotthard Infrastructure SA	2010	2.0	-	-	2.0	DV Matterhorn Gotthard Infrastruktur AG
ST	TMR	2011	0.6	-	-	0.6	DV TMR
ST	Matterhorn Gotthard Infrastructure SA	2011	2.7	-	-	2.7	DV Matterhorn Gotthard Infrastruktur AG
			<b>6.4</b>	<b>-</b>	<b>-0.7</b>	<b>5.7</b>	

## Annexe 10

## Anhang 10

### Investissements de l'Etat

### Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Routes nationales	D	161.2	217.7	171.0	-46.8	A	Nationalstrassen
	R	154.8	209.5	163.9	-45.5	E	
	N	6.4	8.3	7.0	-1.2	N	
Routes cantonales	D	63.1	68.8	66.0	-2.9	A	Kantonsstrassen
	R	27.6	30.0	28.0	-2.0	E	
	N	35.5	38.8	38.0	-0.8	N	
Rhône	D	16.5	18.4	20.5	2.1	A	Rhone
	R	7.9	14.7	14.0	-0.7	E	
	N	8.6	3.7	6.6	2.8	N	
Immeubles	D	42.7	28.7	33.8	5.2	A	Dienstgebäude
	R	7.8	7.5	8.8	1.3	E	
	N	35.0	21.1	25.0	3.9	N	
Mobilier, machines et véhicules	D	12.0	14.7	12.5	-2.2	A	Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	1.5	2.0	2.9	0.8	E	
	N	10.5	12.6	9.6	-3.0	N	
Autres investissements	D	12.2	16.6	10.3	-6.3	A	Andere Investitionen
	R	0.0	2.0	0.4	-1.6	E	
	N	12.2	14.6	9.9	-4.7	N	
<b>Total</b>	<b>D</b>	<b>307.7</b>	<b>364.9</b>	<b>314.0</b>	<b>-50.8</b>	<b>A</b>	<b>Total</b>
	<b>R</b>	<b>199.6</b>	<b>265.7</b>	<b>218.0</b>	<b>-47.8</b>	<b>E</b>	
	<b>N</b>	<b>108.1</b>	<b>99.1</b>	<b>96.1</b>	<b>-3.1</b>	<b>N</b>	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

## Annexe 11

## Anhang 11

### Participations aux investissements de tiers

### Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
<b>Sécurité publique</b>	<b>N</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>N</b>	<b>Öffentliche Sicherheit</b>
Feu et protection civile	D	5.2	6.1	8.1	1.9	A	Feuer- und Zivilschutz
	R	5.2	6.1	8.1	1.9	E	
	N	-	-	0.0	0.0	N	
<b>Enseignement et formation</b>	<b>N</b>	<b>14.1</b>	<b>9.5</b>	<b>10.4</b>	<b>0.9</b>	<b>N</b>	<b>Bildung</b>
Enseignement	D	15.1	9.5	10.4	0.9	A	Unterrichtswesen
	R	0.9	-	-	-	E	
	N	14.1	9.5	10.4	0.9	N	
<b>Culture et loisirs</b>	<b>N</b>	<b>2.0</b>	<b>1.9</b>	<b>1.5</b>	<b>-0.5</b>	<b>N</b>	<b>Kultur und Freizeit</b>
Bâtiments et biens culturels	D	2.2	2.4	2.4	-0.1	A	Kulturelle Gebäude und Güter
	R	0.3	0.5	0.9	0.4	E	
	N	2.0	1.9	1.5	-0.5	N	

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Santé</b>	<b>D</b>	<b>36.5</b>	<b>11.1</b>	<b>12.3</b>	<b>1.2</b>	<b>A</b> <b>Gesundheit</b>
<b>Prévoyance sociale</b>	<b>N</b>	<b>10.4</b>	<b>9.1</b>	<b>7.6</b>	<b>-1.5</b>	<b>N</b> <b>Soziale Wohlfahrt</b>
Action sociale	D	7.2	5.2	6.7	1.5	A Sozialwesen
	R	0.1	1.5	2.5	1.0	E
	N	7.2	3.7	4.1	0.5	N
Aide à la jeunesse	D	0.2	0.3	0.2	-0.1	A Hilfe an Jugendliche
Encouragement au logement	D	3.5	5.3	3.7	-1.6	A Wohnbauförderung
	R	0.5	0.2	0.4	0.2	E
	N	3.0	5.1	3.3	-1.8	N
Mesures chômage	D	0.5	0.7	-	-0.7	A Wohnbauförderung
	R	0.5	0.7	-	-0.7	E
	N	-	-	-	-	N
<b>Trafic</b>	<b>N</b>	<b>2.1</b>	<b>3.2</b>	<b>3.2</b>	<b>0.0</b>	<b>N</b> <b>Verkehr</b>
Entreprises de transport	D	2.1	3.2	3.2	0.0	A Transportunternehmen
<b>Aménagement et environnement</b>	<b>N</b>	<b>36.5</b>	<b>33.5</b>	<b>30.9</b>	<b>-2.6</b>	<b>N</b> <b>Umwelt und Raumplanung</b>
Aménagement du territoire	D	0.1	0.3	0.3	-0.0	A Raumplanung
	R	-	-	0.2	0.2	E
	N	0.1	0.3	0.1	-0.2	N
Abornements et mensurations	D	10.5	11.1	11.1	0.0	A Vermarkungen und Vermessungen
	R	10.0	10.0	10.8	0.8	E
	N	0.5	1.1	0.3	-0.8	N
Forêts	D	39.1	39.2	38.3	-0.9	A Wälder
	R	16.8	17.6	17.7	0.1	E
	N	22.3	21.6	20.6	-1.0	N
Correction des torrents	D	17.1	12.5	14.5	2.0	A Korrektur der Wildbäche
	R	9.1	6.1	8.8	2.6	E
	N	8.0	6.4	5.7	-0.6	N
Protection de l'environnement	D	8.1	6.2	5.1	-1.1	A Umweltschutz
	R	2.4	2.0	0.8	-1.2	E
	N	5.6	4.2	4.3	0.0	N
<b>Economie publique</b>	<b>N</b>	<b>11.6</b>	<b>12.6</b>	<b>15.8</b>	<b>3.2</b>	<b>N</b> <b>Volkswirtschaft</b>
Energie	D	11.5	4.7	10.3	5.6	A Energie
	R	9.0	1.1	5.5	4.4	E
	N	2.5	3.6	4.8	1.3	N
Promotion économique et touristique	D	-	0.2	2.1	1.9	A Wirtschafts- Tourismusförderung
Agriculture	D	14.4	14.9	15.8	0.9	A Landwirtschaft
	R	5.3	6.1	7.0	0.9	E
	N	9.1	8.9	8.9	0.0	N
<b>Total</b>	<b>D</b>	<b>173.3</b>	<b>132.9</b>	<b>144.4</b>	<b>11.5</b>	<b>A</b> <b>Total</b>
	<b>R</b>	<b>60.1</b>	<b>52.0</b>	<b>62.6</b>	<b>10.7</b>	<b>E</b>
	<b>N</b>	<b>113.2</b>	<b>80.9</b>	<b>81.8</b>	<b>0.9</b>	<b>N</b>

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

## Prêts et participations permanentes

## Darlehen und dauernde Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2011	BUDGET 2012	COMPTE RECHNUNG 2012	ECARTS DIFFERENZ 2012-B12	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
<b>Prêts</b>						<b>Darlehen</b>	
Crédits LIM et NPR	D	23.7	22.2	22.9	0.7	A	IHG und NRP-Kredite
	R	23.0	21.4	22.8	1.4	E	
	N	0.6	0.8	0.2	-0.6	N	
Crédits agricoles	D	9.2	6.1	6.1	-0.0	A	Agrarkredite
	R	9.4	8.9	8.6	-0.4	E	
	N	-0.1	-2.8	-2.5	0.4	N	
Prêts d'études	D	4.9	3.8	2.7	-1.1	A	Ausbildungsdarlehen
	R	8.0	9.2	8.1	-1.1	E	
	N	-3.1	-5.4	-5.3	0.0	N	
Prêts aux transports publics	D	10.6	10.1	9.9	-0.1	A	Darlehen an Transportunternehm.
	R	0.8	0.8	0.8	0.0	E	
	N	9.9	9.3	9.1	-0.1	N	
Crédits forestiers	D	1.5	1.7	0.7	-1.0	A	Forstkredite
	R	1.2	1.2	1.2	-0.0	E	
	N	0.4	0.4	-0.5	-0.9	N	
Prêts aux hôpitaux	D	-	-	-	-	A	Spitaldarlehen
	R	1.9	-	-	-	E	
	N	-1.9	-	-	-	N	
Autres prêts	D	0.3	-	0.3	0.3	A	Andere Darlehen
	R	0.2	-	0.1	0.1	E	
	N	0.1	-	0.3	0.3	N	
<b>Participations permanentes</b>						<b>Beteiligungen</b>	
Participations du Service de l'énergie et des forces hydrauliques	D	-	1.5	1.3	-0.2	A	Beteiligungen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft
	R	-	-	-	-	E	
	N	-	1.5	1.3	-0.2	N	
Autres participations	D	0.9	-	0.7	0.7	A	Andere Beteiligungen
	R	-	-	-	-	E	
	N	0.9	-	0.7	0.7	N	
<b>Total</b>	<b>D</b>	<b>51.2</b>	<b>45.3</b>	<b>44.8</b>	<b>-0.6</b>	<b>A</b>	<b>Total</b>
	<b>R</b>	<b>44.5</b>	<b>41.5</b>	<b>41.5</b>	<b>-0.0</b>	<b>E</b>	
	<b>N</b>	<b>6.7</b>	<b>3.8</b>	<b>3.3</b>	<b>-0.5</b>	<b>N</b>	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto









**Editeur**

Etat du Valais, Conseil d'Etat  
par le Département des finances, des institutions  
et de la santé

**Rédaction**

Administration cantonale des finances

**Distribution**

Le présent document peut être téléchargé à partir  
de l'adresse : [www.vs.ch](http://www.vs.ch)

Avril 2013

**Herausgeber**

Staat Wallis, Staatsrat  
durch das Departement für Finanzen, Institutionen  
und Gesundheit

**Redaktion**

Kantonale Finanzverwaltung

**Verteilung**

Das vorliegende Dokument kann von der Homepage  
[www.vs.ch](http://www.vs.ch) heruntergeladen werden.

April 2013



Imprimé sur papier cocoon 200 g/m<sup>2</sup> et 120 g/m<sup>2</sup> fabriqué à 100%  
avec du vieux papier désencré.

Gedruckt auf 200 g/m<sup>2</sup> und 120 g/m<sup>2</sup> Cocoon Papier, hergestellt  
aus 100% tintenfreiem Altpapier.

